

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3359 - MERCREDI 31 OCTOBRE 2018

CONGOLAIS EXPULSÉS DE L'ANGOLA

Près de 80 000 enfants ont besoin d'assistance humanitaire immédiate



Les expulsés s'entassent dans des conditions difficiles à Kamako

Le besoin d'une assistance humanitaire urgente est requis, à ce stade, pour prévenir des cas d'épidémies et d'autres maladies. Le cas des enfants est alarmant, à en croire le Fonds des Nations unies pour l'enfance qui, dans un

communiqué publié hier, insiste sur leur prise en charge humanitaire urgente.

L'institution déclare avoir besoin de trois millions de dollars américains pour financer sa réponse dans les semaines

à venir, en plus de six millions de dollars supplémentaires censés faciliter la réinstallation de la population retournée dans ses zones d'origine ou d'accueil.

Page 3

VIE DES CLUBS

Renaissance du Congo limoge l'entraîneur Chico Mukeba



Chico Mukeba

« Après sept matches sans la moindre victoire, le Football Club Renaissance a décidé de remercier son staff technique que dirigeait Chico Mukeba pour insuffisance des résultats », indique le communiqué officiel de la direction de l'équipe à ce sujet. Arrivé à la tête du staff technique du club orange en juillet dernier,

en remplacement de Dauda Lupembe, Chico Mukeba Katotolo n'aura resté que trois mois.

L'entraîneur Pitshou Manza, dit « Gouve », ancien du TP Molunge de Mbandaka et de Sodigraf de Kinshasa, a pris provisoirement la direction du staff dirigeant, en attendant l'arrivée d'un nouveau coach titulaire.

Page 5

PROCESSUS ÉLECTORAL

La Céni disposera de toute la logistique avant le 10 novembre

Après la réception de cent cinquante camions et plusieurs autres véhicules en plus d'une flotte aérienne constituée d'Antonov, de Boeings et autres hélicoptères, la Céni est en passe de réceptionner d'autres engins supplémentaires. En attendant, la Centrale électorale a débuté, hier, le déploiement des matériels déjà disponibles, conformément au calendrier électoral.

D'après Corneille Naanga, tout le matériel électoral sera au pays, d'ici au début du mois prochain, précisément avant le 10 novembre. D'où l'appel lancé aux parties prenantes au processus électoral, les invitant à abandonner les voies de distraction pour œuvrer de manière à conduire le pays vers les élections.

Page 4

ENJEUX DE L'HEURE

Des ONG appellent à mettre fin à l'incertitude électorale



Un lot des machines à voter

Dans un communiqué conjoint du 30 octobre, l'Association pour l'accès à la justice, l'Institut pour la démocratie et la gouvernance, la paix et le développement en Afrique, l'Institut de recherche en droits humains et la Voix des sans-voix pour les droits de l'Homme se sont dits vivement préoccupés par l'incertitude que créent les partis politiques de l'opposition autour de leur participation aux élections prévues pour le 23 décembre.

Pour ces organisations de la société civile, la Céni devra écouter les parties prenantes au processus électoral dont l'opposition et mettre fin à la confusion, et exhortent le Front commun pour le Congo à cesser d'abuser des moyens et du personnel de l'État.

Page 3

EDITORIAL

Itinérance

À moins d'une semaine du début de l'«Itinérance mémorielle» qu'effectuera sept jours durant le jeune président français, Emmanuel Macron, dans les lieux où se déroulèrent les plus grandes batailles de la Première Guerre mondiale, il n'est ni trop tôt ni déplacé de rappeler le prix humain que l'Afrique, notre Afrique, a elle-même payé pour que l'Europe retrouve la paix il y a un siècle. Comme nous l'avons écrit ici même il n'y a pas longtemps, l'issue de ce conflit n'aurait sans doute pas été la même si des dizaines de milliers d'hommes noirs, les «tirailleurs», n'avaient pas combattu au côté des soldats français et donné leur vie afin que triomphe la liberté sur le Vieux continent.

Si nous évoquons à nouveau cette page douloureuse de la grande Histoire, c'est simplement pour dire notre espoir que la plus haute autorité française rappellera, à chacune des étapes de son «Itinérance mémorielle», le rôle décisif que jouèrent les soldats venus de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'ouest afin d'assister la France dans sa longue et mortelle quête de la paix. Pour rappeler aussi que celle-ci ne se déroula pas seulement dans le nord de l'Hexagone, là où se rendra Emmanuel Macron toute la semaine prochaine, mais s'accomplit aussi sur le sol africain comme le prouva la bataille de Mbirou, en 1914, à la frontière du Cameroun allemand et du Moyen-Congo français.

De la même façon que le souvenir de « Brazzaville, capitale de la France libre » durant la Deuxième Guerre mondiale figure en bonne place et figurera toujours dans la mémoire de nos peuples, de même le souvenir des combats qui se déroulèrent sur le sol africain durant la Première guerre mondiale doit marquer la célébration du centenaire de l'Armistice de 1918 qui se prépare en France. Ceci est d'autant plus vrai que de nombreuses traces écrites de ces événements tragiques - instructions, rapports, lettres, cartes, photographies - sont conservées chez nous, au Congo, dans les archives de l'AEF sur lesquelles veille le Cefrad.

Espérons donc que l'«Itinérance mémorielle» dont nous allons vivre les différentes étapes dans les jours à venir permettra de redonner à l'Afrique et aux Africains la place qui leur revient de droit dans la commémoration d'une des plus grandes tragédies des temps modernes.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉCRISPATION POLITIQUE

L'Acaj insiste sur la libération de l'opposant Eugène Diomi Ndongala

L'ONG promet de lancer une consultation avec les autres associations et les mouvements citoyens en vue d'organiser une marche pacifique au cas où le député national et les autres prisonniers politiques ne seraient pas libérés dans les meilleurs délais.

L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) a tenu, le 30 octobre, au Cepas à Gombe, un point de presse en vue d'exiger au gouvernement de la République la libération de l'opposant Eugène Diomi Ndongala ainsi que la décrispation du climat politique telle que prévu dans l'Accord de la Saint-Sylvestre.

L'organisation rappelle, en effet, qu'Eugène Diomi Ndongala avait été condamné, le 26 mars 2014, par la Cour suprême de justice à la peine de dix ans de prison, « au terme d'un procès caractérisé visiblement par l'instrumentalisation de la justice à des fins politiques ». Mais le condamné avait, par ailleurs, saisi, le 22 septembre 2014, le Comité des droits de l'homme des Nations unies contre la République démocratique du Congo (RDC) pour détention au secret, privation des soins de santé en prison et déni de garanties d'un procès équitable. L'Acaj note qu'après deux ans de procédure contradictoire entre la RDC et Eugène Diomi sous le n° 2465/2014, le Comité des droits de l'homme avait déclaré, en novembre 2016, sa plainte recevable et fondée et ordonné la libération immédiate du député national et président de la Dynamique chrétienne, l'annulation de sa condamnation et si nécessaire, établir de nouvelles poursuites conformément aux principes d'équité et de la présomption d'innocence, assorties des autres garanties légales, lui accorder une indemnisation adéquate et que pareilles violations ne se reproduisent pas à l'avenir.

La balle est dans le camp de la RDC. L'Acaj rappelle avoir vivement demandé, le 15 juin 2017, au Premier ministre de faire exécuter la décision du Comité des droits de l'homme des Nations unies rendue sous n° 2465/2014, ordonnant la libération immédiate d'Eugène Diomi Ndongala.



Eugène Diomi à côté d'Etienne Tshisekedi et de Maman Marthe lors d'une messe à Kinshasa

la. Mais l'ONG regrette que jusqu'à ce jour, cette décision ne soit toujours pas exécutée par le gouvernement de la RDC qui a, par ailleurs, été officiellement notifié de cette dernière dont il a pris effectivement connaissance. Et pour rentrer dans ses droits, le député Eugène Diomi avait, lui-même, saisi, le 1^{er} février 2018, la Cour constitutionnelle. Le président de la Dynamique chrétienne a voulu, par cet acte, faire constater que le comportement du gouvernement congolais consistant à le détenir en prison en violation de la décision du Comité des droits de l'homme, des articles 16 alinéa 2 combiné avec l'article 61 paragraphe 2 et 17 alinéa premier de la Constitution et qu'il le fait subir une sanction illégale équipollente aux actes de torture et traitements inhumains et dégradants. Alors que devant le silence de la Cour constitutionnelle, Eugène Diomi Ndongala a écrit, le 24 octobre 2018, au président de cette haute juridiction de la République, lui exprimant sa déception face au non-traitement de sa requête plus de dix mois, l'acte constitutif, selon lui, d'un déni de justice.

Allant dans le sens d'épuiser toute les procédures, l'Acaj affirme avoir saisi, le 29 octobre 2018, le secrétaire général des Nations unies et le président de la Commission de l'Union africaine, leur demandant d'encourager le gouvernement congolais à faire libérer Eugène Diomi Ndongala, en exécution de la décision du Comité des droits de l'homme des Nations unies et des mesures de décrispation politique de l'Accord politique du 31 décembre 2016. « Outre les résolutions des concertations nationales et l'Accord politique du 31 décembre 2016 qui ont demandé la

libération d'Eugène Diomi Ndongala, il faut mentionner aussi l'Union de tous les parlementaires du monde, qui a appelé le 18 octobre 2018 à Genève, en Suisse, les parlements membres de l'Union interparlementaire, y compris les parlements membres du Groupe géopolitique africain, les assemblées et associations parlementaires ayant le statut d'observateur permanent auprès de l'UIP active dans la région, à entreprendre des démarches utiles pour contribuer à la libération d'Eugène Diomi Ndongala », a souligné cette ONG de défense des droits de l'Homme.

Les mesures de décrispation politique
À en croire l'Acaj, le cas d'Eugène Diomi Ndongala rappelle celui des autres prisonniers politiques et d'opinion pour lesquels elle appelle aussi le gouvernement de la RDC à libérer. Cette association pense notamment à Jean-Claude Muyambo, Franck Diongo, Eric Kikunda, Firmin Yangambi, Christian Lumu Lukusa, Carbone Beni, Mino Bompomi, Grace Tsiunza, Cédric Kalonji, Palmer Kabeya, Arsène Katolo, Miko Booto, Wooto Shaminga Toto, Alain Muwaka, Héritier Losomba et Enoch Muanza. Comme acte de décrispation de la situation politique voulue par l'Accord de la Saint-Sylvestre, l'Acaj exhorte le gouvernement congolais à faire libérer tous les prisonniers politiques. Mais déjà, elle promet de lancer une consultation avec les ONG et les mouvements citoyens en vue d'organiser une marche pacifique au cas où les prisonniers politiques et d'opinion ne seraient pas libérés dans les meilleurs délais.

Lucien Dianzenza

ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni MAssela
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bobe
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC
Tél. (+243) 015 166 200

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoulou, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoulou

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :

Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service presse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CONGOLAIS EXPULSÉS DE L'ANGOLA

Près de quatre-vingt mille enfants ont besoin d'assistance humanitaire d'urgence

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) recherche trois millions de dollars américains pour financer sa réponse dans les semaines à venir, en plus de six millions de dollars supplémentaires censés faciliter la réinstallation de la population retournée dans ses zones d'origine ou d'accueil.

La situation de plus de trois cent mille Congolais expulsés depuis le 1er octobre du territoire angolais et établis actuellement entre les provinces de Kwango et du Kasai central inquiète. Les conditions de vie précaire dans lesquelles sont réduits ces personnes qui manquent de tout, les exposent à diverses maladies. La promiscuité est telle qu'il est à redouter la résurgence d'épidémies, particulièrement à Kamako, entité frontalière avec l'Angola, où l'on note un afflux massif des retournés. Déjà, plusieurs décès dus à la tuberculose et à d'autres maladies chroniques ont été signalés.



Les expulsés s'entassent dans des conditions difficiles à Kamako

Le besoin d'une assistance humanitaire urgente est requis, à ce stade, pour prévenir des cas d'épidémies et d'autres maladies. Le cas des enfants dont près de quatre-vingt mille retournés au

pays avec leurs parents est alarmant, à en croire l'Unicef qui, dans un communiqué publié le 30 octobre et signé par son représentant en RDC, Gianfranco Rotigliano, insiste sur leur prise

en charge humanitaire urgente. « Des milliers d'enfants parcourent de longues distances à pied. Ils sont exposés aux intempéries, à la faim, à l'insécurité ainsi qu'aux risques de violence

(...) Ils ont un accès limité à l'eau potable et aux soins de santé et sont privés d'éducation. Nous sommes très inquiets de leur situation et celle de leurs familles », révèle l'Unicef dans son plaidoyer. Et de poursuivre : « De plus, le prix des denrées alimentaires sur les marchés dans les zones d'arrivée a très fortement augmenté, faisant craindre une augmentation des cas de malnutrition auprès des enfants ».

L'Unicef évalue le coût de sa riposte attendue la semaine prochaine à trois millions de dollars américains. « Pour assister les enfants affectés et leurs familles, l'Unicef a besoin de trois millions de dollars américains pour financer sa réponse immédiate dans les semaines à venir », plaide l'institution. Et d'ajouter que six millions de dollars américains supplémentaires faciliteront la réinstallation de la population retournée dans ses zones d'origine ou d'accueil.

Alain Diasso

FINANCE ET BANQUE

Deux Congolais sur dix épargnent

20 % à peine épargnent « régulièrement » sur l'étendue du territoire national. Plusieurs facteurs viennent expliquer ce chiffre désastreux, notamment l'absence d'éducation financière et la précarité des conditions de vie de la majorité de la population active.

La huitième édition de la Journée internationale de l'épargne n'est pas passée inaperçue en République démocratique du Congo (RDC). Plusieurs banques participent activement à différentes activités organisées par la Banque centrale du Congo (BCC), du 30 au 31 octobre, dans plusieurs grandes villes du pays : Bukavu, Kinshasa, Kindu, Kisangani, Kananga, Lubumbashi et Mbandaka. Le thème de cette nouvelle édition s'intitule « *Épargner en RDC pour mon avenir; oui c'est possible* ». Pour la RDC, le principal enjeu autour de cette journée dédiée à l'épargne demeure toujours la faible culture bancaire et financière de la population. Les derniers chiffres du Programme national d'éducation financière démontrent à suffisance l'ampleur du mal qui ronge le pays dans un secteur très stratégique. En dehors des 20 % d'épargnants recensés, il y a aussi les 38 % de salariés qui se retrouvent désargentés avant la fin du mois et les 69 % de Congolais qui ne paient pas leurs dettes. En outre, seulement 17 % d'entre eux empruntent et investissent dans des projets porteurs.

Le débat autour de cette situation catastrophique prend plusieurs directions. Pour certains analystes, la majorité d'ailleurs, les Congolais manquent d'éducation financière. Il faut des actions fortes dans ce do-

maine pour familiariser davantage la population avec les pratiques financières et bancaires. Comme le rappelle une autre frange d'experts, cela veut dire également que les institutions financières ne font pas assez pour convaincre leurs clients potentiels car il s'agit de la population active. Les Congolais dans leur grand ensemble préfèrent encore garder leur argent en-dessous du matelas.

Selon l'une ou l'autre hypothèse, la réponse au mal ne sera pas la même. Faut-il finalement éduquer la population ou inviter les institutions financières à plus d'audace ? Depuis peu, la BCC tente une offensive auprès des jeunes qui ne sont que 4 % à détenir un compte bancaire. La démarche s'est avérée parfois payante, a-t-on appris, au regard du nombre de comptes ouverts au cours d'une période donnée. Mais le rythme d'ouverture reste lent et l'avenir n'augure rien de bon. En dehors des cas de liquidation ou mise sous administration provisoire, plusieurs banques se retrouvent actuellement dans une situation très difficile.

Rebondissant sur la journée internationale de l'épargne, la BCC espère en faire une action d'envergure visant à améliorer l'inclusion financière dans le pays. Dans les discussions avec le secteur bancaire et financier, l'autorité monétaire demande de mettre un accent particulier sur la femme, les jeunes et les PME/PMI. Pour elle, il s'agit des cibles importantes au regard de leur rôle incontournable dans le domaine économique tant sur l'échiquier international que national.

Laurent Essolomwa

ENJEUX DE L'HEURE

Des ONG appellent à mettre fin à l'incertitude électorale

Les organisations de la société civile exhortent la Commission électorale nationale indépendante (Céni) à écouter les parties prenantes au processus dont l'opposition et à mettre un terme à la confusion, tout en demandant aussi au Front commun pour le Congo (FCC) de cesser d'abuser des moyens et du personnel de l'État.

Dans un communiqué conjoint du 30 octobre, l'Association pour l'accès à la justice (Acaj), l'Institut pour la démocratie et la gouvernance, la paix et le développement en Afrique (IDGPA), l'Institut de recherche en droits humains (IRDH) et la Voix des sans-voix pour les droits de l'Homme (VSV) se sont dits vivement préoccupés par l'incertitude que créent les partis politiques de l'opposition autour de leur participation aux élections prévues pour le 23 décembre. Aussi ces ONG ont-elles invité la Céni à tenir compte des revendications qui s'avèrent être légitimes et conformes à la loi électorale. Elles ont demandé, par ailleurs, à la Centrale électorale d'examiner les accusations d'abus des moyens et du personnel de l'Etat par le FCC. En effet, elles ont relevé que le 26 octobre, des partis politiques d'opposition dont Ensemble pour le changement, la Dynamique de l'opposition, le Mouvement de libération du Congo (MLC) et le mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) ont marché, pour exiger que la Céni organise des élections à la date du 23 décembre, sans machine à voter ni les millions d'électeurs sans empreintes digitales. Avant cette marche, ont fait savoir ces organisations, d'autres regroupements politiques de l'opposition dont l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) ont appelé à participer aux élections à la date prévue, avec ou sans machine à voter. « Les deux appels ont débouché sur une confusion et une escalade verbale dans les médias sociaux qui exposent le pays aux graves risques de violence politique », ont-elles fait observer.

Les quatre ONG ont poursuivi que le 27 octobre, le regroupement politique au pouvoir, réuni au sein du FCC, a tenu un meeting au stade Tata

Raphaël afin de soutenir la machine à voter, mobilisant le personnel et les fonctionnaires de l'État, notamment des policiers vêtus en civil et des agents de l'administration de la territoriale en fonction. Par ailleurs, ont-elles soutenu, l'événement du FCC auquel a pris part le Premier ministre, Bruno Tshibala, a bénéficié des bus de la société Transco qui dépend du ministère des Transport et communication et des fonds du Trésor public qui ont été distribués aux participants sur la voie publique. Pour l'Acaj, l'IDGPA, la VSV et l'IRDH, les pratiques du FCC étaient contraires à la morale politique que prône la loi électorale, l'article 6 de la Constitution qui donne aux partis politiques le devoir de l'éducation civique et l'article 36 de la loi électorale qui interdit « l'utilisation à des fins de propagande électorale des biens, des finances et du personnel de l'État, des établissements et organismes publics et des sociétés d'économie mixte ».

Rappelant que toute autorité politico-administrative, tout parti politique, tout candidat ou toute personne peut saisir la Céni ou l'officier du ministère public aux fins d'obtenir l'application des dispositions de la loi, les quatre ONG recommandent au FCC de cesser d'abuser des moyens et du personnel de l'État. Cependant, elles exhortent la Céni et le parquet général de la République d'ouvrir des investigations afin de punir toute violation de la loi électorale, en ses dispositions interdisant l'abus des moyens et du personnel de l'Etat. Elles attendent aussi de la Centrale électorale de trouver un consensus à propos de l'usage de la machine à voter, au lieu de l'imposer aux parties prenantes qui soulèvent des motifs valables.

À l'opposition, elles demandent de fixer l'opinion publique sur sa participation aux élections et mettre fin à la confusion qu'elle crée dans les médias sociaux.

Lucien Dianzenza

KINSHASA

Félix Kabange lance la campagne de sensibilisation au concept de l'aménagement du territoire

Le ministre de l'Aménagement du territoire et rénovation de la ville a donné le coup d'envoi de l'opération, le 30 octobre.

La campagne lancée en présence des ministres de l'Énergie, Ingele Ifoto, de l'Urbanisme et habitat, Kokonyangi witanene, et de l'Environnement, Amy Amatobe, ainsi que d'autres autorités ouvre la voie à une série d'activités de communication, dans le cadre du processus de la réforme de ce secteur initié par le gouvernement congolais, avec l'appui des partenaires techniques et financiers dont le Fonds de l'initiative pour la forêt de l'Afrique centrale par le truchement de Fonaredd et du Pnud.

En lançant cette campagne, le ministre de l'Aménagement du territoire et rénovation de la ville a remercié le chef de l'État, Joseph Kabila Kabange, pour son adhésion au programme national de la réforme de l'aménagement du territoire lors de son discours à la clôture des consultations nationales devant les parlementaires, le 3 octobre 2013. « Mon ministère qui existe depuis mai 2017 a, sur instruction du chef du gouvernement Bruno Tshibala, lan-



Félix Kabange Numbi, entouré de son collègue de l'Environnement et du directeur pays du Pnud en RDC

cé un ambitieux programme de la réforme de l'aménagement du territoire, qui aboutira à l'élaboration des principaux outils ou instruments de l'aménagement du territoire, notamment la Politique nationale d'aménagement du territoire, la loi-cadre d'aménagement du territoire, le Schéma national d'aménagement du territoire, les Plans provinciaux d'aménagement

du territoire, les Plans locaux d'aménagement du territoire », a-t-il déclaré.

Cette campagne, a indiqué Félix Kabange Numbi, lui donne l'occasion de faire partager aux acteurs impliqués dans ce processus sa vision du concept. Pour lui, la meilleure approche de l'aménagement du territoire s'appuie sur trois grands principes, à savoir la coordination, la coopération et la participation.

Félicitations du Pnud au gouvernement congolais

Auparavant, le directeur-pays du Pnud/RDC, Dominic Sam, a félicité le gouvernement de la RDC pour sa ferme volonté et son engagement à concrétiser la mise en œuvre de la réforme de l'aménagement du territoire, un processus lancé depuis mai 2017.

Il a saisi cette opportunité pour saluer le ministre de tutelle pour

avoir initié cette cérémonie capitale visant à mobiliser et à impliquer les parties prenantes ainsi que l'ensemble de la population congolaise dans le processus de la réforme de l'aménagement du territoire en cours.

Dominic Sam a réaffirmé l'engagement de son organisme à accompagner le gouvernement congolais dans la mise en œuvre de son processus de la réforme de l'aménagement du territoire, une entreprise cruciale aux multiples enjeux et défis mais salutaire pour le développement harmonieux du pays

Cette campagne a pour objectifs d'informer et de sensibiliser le grand public ainsi que les parties prenantes au concept de l'aménagement du territoire, d'améliorer la compréhension sur les enjeux, défis, objectifs et importance de l'aménagement du territoire dans le développement durable du pays, de vulgariser les différents outils et instruments d'aménagement du territoire à mettre en place par la réforme et d'inciter au changement de comportement des parties prenantes dans l'utilisation de l'espace physique, le territoire national et la gestion des ressources naturelles.

B.L

ENVIRONNEMENT

Un rapport révèle l'étendue stupéfiante de l'impact humain sur la planète

Le rapport «Planète vivante 2018», publié le 30 octobre par le Fonds mondial de la nature (WWF), dresse une image préoccupante de l'impact de l'activité humaine sur la faune, les forêts, les océans, les rivières et le climat.

Le document note, en effet, que les opportunités d'agir actuelles vont rapidement disparaître et que la communauté mondiale doit de toute urgence repenser et redéfinir collectivement la façon dont elle valorise, protège et restaure la nature. « À cause de l'humanité et de notre façon d'alimenter, de soutenir et de financer nos sociétés et nos économies, la nature et les services qui nous nourrissent et nous font vivre courent à leur perte », souligne cette étude.

« À cause de l'humanité et de notre façon d'alimenter, de soutenir et de financer nos sociétés et nos économies, la nature et les services qui nous nourrissent et nous font vivre courent à leur perte », **souligne cette étude.**

Vingt ans après sa première publication, le rapport «Planète vivante 2018», indique un communiqué de WWF y relatif, présente une vue d'ensemble de l'état du monde naturel. Par le biais d'indicateurs tels que l'Indice Planète vivante (IPV), fourni par la Société zoologique de Londres (ZSL), l'Indice habitat des espèces (IHE), l'Indice liste rouge (ILR) de l'UICN et l'Indice d'intégrité de la biodiversité (IIB) ainsi que les limites planétaires et l'Empreinte écologique, l'ONG internationale dresse un tableau particulièrement troublant : l'activité humaine pousse les systèmes naturels de la planète, piliers de la vie sur terre, au bord du gouffre. « La science nous montre la dure réalité que nous faisons subir à nos forêts, nos océans et nos rivières. Petit à petit et espèce par espèce, la diminution du nombre d'animaux et de lieux sauvages est un indicateur de l'impact et de la pression considérables que nous exerçons sur la planète, sabotant ainsi le tissu vivant qui nous soutient tous : la nature et la biodiversité », a déclaré le directeur général de WWF international, Marco Lambertini, cité dans ce communiqué.

L'activité humaine compromet la capacité de la nature à soutenir l'humanité

Ce rapport relève qu'au cours des dernières décennies, les activités humaines ont eu de graves répercussions sur les habitats et les ressources naturelles dont la faune et l'homme en dépendent, tels que les océans, les forêts, les récifs coralliens, les zones humides et les mangroves. À en croire cette étude, 20% de l'Amazonie ont disparu en cinquante ans à peine. « On estime que la terre aurait perdu environ la moitié de ses coraux en eaux peu profondes au cours des trente dernières années », fait savoir le texte qui, tout en relevant l'étendue et l'impact de l'activité humaine sur la nature, met également l'accent sur l'importance et la valeur de la nature pour la santé et le bien-être des personnes, mais aussi pour les sociétés et les économies.

Le communiqué de WWF indique que cette publication s'intéresse en particulier à l'importance des pollinisateurs, responsables de 235 à 577 milliards de dollars dans la production agricole chaque année, et à la façon dont leur effectif, leur diversité et leur santé sont impactés par le changement climatique, les pratiques

agricoles intensives, les espèces envahissantes et les maladies émergentes. « La nature soutient et alimente nos sociétés et nos économies en silence depuis des siècles et encore aujourd'hui. En contrepartie, le monde continue de prendre pour acquis la nature et ses services, en ne parvenant pas à mettre un terme à l'appauvrissement accéléré de la nature. Il est temps que nous réalisons qu'un avenir sain et durable pour tous n'est possible que sur une planète où la nature prospère et où les forêts, les océans et les rivières regorgent de biodiversité et de vie », a conseillé Marco Lambertini. « Nous devons de toute urgence repenser la manière dont nous utilisons et valorisons la nature - sur le plan culturel, économique et dans nos programmes politiques. Nous devons considérer la nature comme belle et inspirante mais aussi comme indispensable. Nous avons besoin, ainsi que la planète, d'un nouvel accord mondial pour la nature et les peuples maintenant », a insisté le directeur général de WWF international.

Une feuille de route pour agir

Le rapport «Planète vivante 2018» souligne la possibilité pour la communauté mondiale de pro-

téger et de restaurer la nature jusqu'en 2020, l'année cruciale au cours de laquelle les dirigeants doivent examiner les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, de l'Accord de Paris et de la Convention sur la diversité biologique. Pour cette étude, il est certain que les deux programmes - pour l'environnement et le développement humain - doivent converger en vue de construire un avenir durable pour tous.

C'est dans cette optique que le WWF appelle les citoyens, les entreprises et les gouvernements à se mobiliser et à mettre en œuvre un accord-cadre global pour la nature et la population, au titre de la CDB. Cet accord devra, selon l'ONG internationale, encourager l'action publique et restaurer la biodiversité et la nature mais aussi de renverser la courbe suivie par les tendances dévastatrices mises en évidence dans le rapport «Planète vivante 2018».

Lucien Dianzenza

FONDATION GEGÉ KIZUBANATA

Une journée de sport et détente dédiée aux personnes vivant avec handicap

L'activité a été organisée, le 28 octobre, à l'espace Picasso Beach, dans la commune de la Nsele à Kinshasa, autour d'un thème interpellateur « Intégration zéro discrimination », à travers le football, le basketball sur fauteuil et le catch.

L'événement sportif et ludique a été rendu possible grâce au partenariat entre la Fondation Gege Kizubanata (Fogeki) et la Fondation Mwimba Texas d'aide aux personnes vivant avec albinisme, l'ONG Jadis de Michel Mulamba d'appui aux personnes vivant avec handicap, la structure « Les Hommes puissants » et les anciens footballeurs internationaux. L'artiste Dauphin Bulamatadi a fait office de modérateur de l'activité.

Le catch

L'un des temps forts a été les combats de catch avec des lutteurs du Catch club Inter-Africa du catcheur philanthrope Mwimba Texas, promoteur de la fondation éponyme. Sous l'arbitrage de Beta Boma et John Ngalumulume, Mwimba Texas a battu par tombée Mwana Nsuka Manzambi Vital au terme du quatrième



Gegé Kizubanata

combat, l'opposition phare de la journée. Bien avant, Prince Madusu de la police nationale a été plus fort qu'un certain Arobase, soumis par tombée. L'entraîneur du Catch club Inter-Africa, Prince Dava,

a battu M16 Kasongo Lunda, également par tombée. Dans un combat à quatre, le camp du DT Tyson Tshimpaka et Mukamate a vaincu celui de Petit Jackie et De Bastro.

Outre le Catch, il y a eu un match de football avec les anciens internationaux tels Merikani Mpangi, Lofu Bongeli, Emeka Esanga Mamale, Gladys Bokese, etc., un match de basket-ball sur fauteuil et une épreuve des « Hommes puissants » qui soulèvent de gros poids. Le tir à la corde dans la rivière avait ouvert l'événement. La musique congolaise a aussi été de la partie afin d'agrémenter l'assistance avec de beaux morceaux du chanteur Reddy Amisi alias Bailo Canto et ceux du jeune chanteur Gaz Mawete.

Président de la Fogeki, ancien basketballeur international congolais et actuel président de la Fédération congolaise de basket-ball sur fauteuil, Gege Kizubanata a exprimé sa satisfaction pour la réussite de cette journée organisée. Le message distillé à cette occasion a été la valorisation des personnes vivant avec handicap et albinisme. Il a dit sa gratitude à tous les partenaires pour avoir contribué au succès de l'événement.

Martin Engimo

VIE DES CLUBS

Renaissance du Congo limoge l'entraîneur Chico Mukeba

La direction de l'équipe de football a remercié Chico Mukeba pour insuffisance de résultats, confiant provisoirement la direction du staff technique à Pitshou Manza.



L'entraîneur Chico Mukeba n'est plus dans Renaissance du Congo

Le FC Renaissance du Congo s'est séparé de son entraîneur Chico Mukeba. « Après sept matches sans la moindre victoire, le Football Club Renaissance a décidé de remercier son staff technique que dirigeait Chico Mukeba pour insuffisance des résultats », indique le communiqué officiel de la direction du club à ce sujet. Arrivé à la tête du staff technique de ce club en juillet dernier, en remplacement de Dauda Lupembe, Chico Mukeba Katotolo n'aura resté que trois mois.

Notons qu'il avait trouvé le club dans une situation assez confuse. Au niveau de la direction, les dirigeants ne s'entendaient plus depuis plusieurs mois. Cela a forcément influé sur les performances du club dont plusieurs joueurs ont préféré prendre de l'air ailleurs. Très récemment, le président

pasteur et évêque Pascal Mukuna, Antoine Musanganya et Roger Nsingi se sont retrouvés autour du président de la Fédération congolaise de football association pour fumer le calumet de la paix. Mais au niveau du club, les résultats peinent à suivre l'élan des dirigeants. Le FC Renaissance du Congo est actuellement dans le fond du classement avec seulement deux points glanés après sept matches. Il a, pour

la première fois de son existence, subi une sévère défaite devant son public de Kinshasa, battu à domicile par le TP Mazembe zéro but à six.

Le départ de Chico Mukeba est-il la solution au problème ? L'entraîneur Pitshou Manza dit « Gouve », ancien du TP Molunge de Mbandaka et de Sodigraf de Kinshasa, a pris provisoirement la direction du staff dirigeant, en attendant l'arrivée d'un nouveau coach titulaire. Et l'on souffle que l'ancien entraîneur du club Frank Kimbongila serait disponible pour revenir chez les Renais. S'adressant aux joueurs lors de sa première séance d'entraînement, Pitshou Manza a déclaré : « Ce sont des grands joueurs qui font de grands entraîneurs ». Wait and see.

M.E.

LOGISTIQUE ÉLECTORALE

La Céni disposera de l'ensemble du matériel avant le 10 novembre

En attendant, la Centrale électorale a débuté ce 30 octobre le déploiement des matériels déjà disponibles, conformément au calendrier électoral.



Un camion de marque Kamaz

Le processus électoral vient d'atteindre sa vitesse de croisière avec la réception, le 29 octobre, du matériel d'appui à la logistique électorale fourni par le gouvernement. Pour la Commission électorale nationale indépendante (Céni), il n'y a plus de raisons à tergiverser. Le cap est désormais mis sur le 23 décembre, date fixée pour la tenue des scrutins combinés (présidentielle, législative et provinciale). Après la réception de cent cinquante camions et plusieurs autres véhicules en plus d'une flotte aérienne constituée d'Antonov, de Boeings et autres hélicoptères, la Céni est en passe de réceptionner d'autres engins supplémentaires. Au terme de la cérémonie de présentation de ces matériels roulants et volants, l'heure est à présent à leur déploiement conformément au calendrier électoral. Cent-cinquante camions de terrain sont déjà en cours de déploiement dans la partie ouest du pays, en attendant l'arrivée imminente de cinquante autres, en plus de hors-bord.

D'après Corneille Naanga, tout le matériel électoral sera au pays, d'ici au début du mois prochain, précé-

sément avant le 10 novembre, la grande partie étant déjà disponible à l'intérieur du pays, a-t-il dit. D'où l'appel lancé par le patron de la Centrale électorale aux parties prenantes au processus électoral, les invitant à abandonner les voies de distraction pour œuvrer ensemble de manière à conduire le pays vers les élections tant attendues d'ici au 23 décembre.

Entre-temps, a-t-on appris, le premier lot de 35 861 machines à voter attendu au port de Dar-es-Salaam est déjà arrivé. D'après les dates et les chiffres de la Céni, les 8 838 restants arrivent le 3 novembre et les 6 828 attendues à Mombasa devraient, en principe, arriver en RDC ce 30 octobre. À noter que tous les matériels roulants et volants mis à la disposition de la Céni retourneront à la base logistique des Fardc à la fin des opérations électorales, à en croire Crispin Atama Tabe, le ministre de la Défense.

Alain Diasso

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'OMS appelle les gouvernants à œuvrer ensemble pour un monde plus sain

L'invite a été lancée, le week-end dernier, par le directeur général de l'agence onusienne, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Dans la déclaration qu'il a publiée dans sa lettre intitulée « Vision 2018 », le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a indiqué : « Je veux un monde où chacun peut mener une vie saine et productive, quelle que soit son identité ou son lieu de vie ». Selon lui, un engagement mondial pour le développement durable, partie intégrante des Objectifs de développement durable (ODD), est une chance unique d'agir sur les facteurs sociaux, économiques et politiques déterminants de la santé et d'améliorer la santé ainsi que le bien-être de chacune et de chacun partout dans le monde. Mais pour que cette vision se réalise, il faut faire de l'OMS une organisation forte et efficace qui peut répondre aux nouveaux défis et atteindre les ODD dans le domaine de la santé.

« Nous avons besoin d'une OMS plus forte, réformée, adaptée au XXI^e siècle et ap-

partenant à tous de manière équitable. Nous avons besoin d'une OMS gérée de manière efficace, dotée de ressources adéquates, axée sur les résultats, qui met l'accent sur la transparence, la responsabilité et tire le meilleur parti de ses ressources financières », a fait savoir Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Placer l'humain au centre de nos préoccupations

Pour le responsable de l'OMS, sa priorité majeure est de permettre l'accès de tous aux services de santé de base. Aussi s'engage-t-il à œuvrer à la mise en place de mécanismes permettant d'écouter, d'apprendre et d'engager de manière significative les personnes et les communautés, y compris les immigrés, les personnes déplacées ou en situation de handicap sans oublier les personnes vivant dans des zones rurales, les bidonvilles et dans les zones

défavorisées. « L'engagement des communautés et les leçons que l'on peut en tirer seront au centre de nos efforts pour mobiliser des ressources et responsabiliser les autorités en matière de santé pour tous, sans distinction d'âge, de sexe, de revenu, d'orientation sexuelle ou de religion », a-t-il ajouté.

Impliquer les pays et renforcer les partenariats

Parlant de l'importance de la coopération, Tedros Adhanom Ghebreyesus a reconnu qu'améliorer la santé mondiale requiert un engagement effectif de tous les États membres dans de multiples secteurs. Car, une OMS renforcée et indépendante adoptera une approche fondée sur la science et l'innovation. Elle doit être orientée vers les résultats proactives, notamment en multipliant des partenariats ouverts et garantissant l'élaboration de priorités collectives.

« En particulier, je m'attacherai à ce que les pays s'approprient ces questions et

soient des partenaires à part entière, participant sur un pied d'égalité pour orienter et prendre les décisions qui auront des conséquences sur la santé de leur population », a encore précisé le responsable de l'OMS, poursuivant que les actions de l'OMS touchent des centaines de millions de vies dans le monde entier. D'autant plus que chaque programme, chaque initiative, chaque financement, représente une ligne budgétaire. Parce qu'il s'agit de sauver la vie des personnes, de permettre à un enfant d'atteindre l'âge adulte, de donner la possibilité à un parent de voir son enfant survivre et réussir et de permettre à une communauté de vivre sans maladie ou de mieux préparer un pays ou une région aux urgences et catastrophes.

Mettre la santé au cœur des priorités mondiales

En effet, pour Tedros Adhanom Ghebreyesus, avec une population en bonne santé, les communautés et les nations entières prospèrent. « Je m'en-

gagerai aux côtés des chefs d'État, des ministres représentant de multiples secteurs, des institutions multilatérales, du système des Nations unies, des acteurs de la société civile et du secteur privé, à mettre l'accès aux soins et la prévention contre les épidémies de maladies infectieuses au centre des priorités mondiales en matière de sécurité, d'économie et de développement social », a-t-il promis. Cependant, cela demande la mise en œuvre du règlement sanitaire international et la lutte contre les menaces émergentes, telles que la résistance aux antimicrobiens, le changement climatique et environnemental. « Un tel engagement permettra à l'OMS et aux autorités sanitaires nationales de remplir efficacement leurs fonctions principales, de réaffirmer le rôle clé de l'OMS dans l'amélioration de la santé et de la sécurité à l'échelle mondiale et d'agir pour atteindre les Objectifs de développement durable », a conclu le directeur de l'OMS.

Rock Ngassakys

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La République du Congo (RC) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) renforcent leur partenariat pour améliorer les conditions de vie des petits producteurs congolais

Brazzaville le 19 octobre 2018 – Le Directeur Régional du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Lisandro Martin vient de conclure une visite de travail du 17 au 18 Octobre 2018 en République du Congo où il était accompagné par Bernard Hien Directeur du Bureau sous régional du FIDA pour l'Afrique Centrale; Abdelhaq Hanafi Directeur Pays pour le République du Congo et la République démocratique du Congo et Ephraïm Balemba Chargé de Programme.

La délégation du FIDA conduite par Lisandro Martin a été reçue en audience par le Premier Ministre et Chef du Gouvernement, Clément Mouamba; le Ministre d'Etat chargé de l'agriculture, élevage et pêche, Henri Djombo; et le Ministre des finances et des budgets, Calixte Nganongo. Leurs discussions étaient centrées sur l'investissement dans les petits producteurs congolais et l'amélioration de leurs conditions de vie et celles de leurs ménages; et le renforcement de la coopération entre la RC et le FIDA.

« Le FIDA accorde une importance capitale aux petits producteurs agricoles, ce qui traduit d'ailleurs la volonté du Fonds à accompagner le Gouvernement dans la réalisation de son Plan national de développement agricole qui vise à mettre l'agriculture au centre de la diversifica-



tion de l'économie nationale,» a déclaré Lisandro Martin du FIDA.

De leur côté, les autorités de la République du Congo ont apprécié cette volonté commune, et ont décidé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'appui au développement des filières agricoles d'un coût total de 17,3 millions d'USD et du Projet de développement de la pêche et de l'aquaculture continentales d'un montant total de 17 millions d'USD. Elles sont aussi disponibles pour la formulation d'une

stratégie de pays et d'un nouveau projet d'investissement qui mettra l'accent sur la transformation des produits et la finance rurale.

Le Directeur Régional du FIDA a aussi informé les autorités congolaises que pour le prochain cycle d'allocation des ressources pour la période 2019 – 2021, une enveloppe initiale de 9,2 millions d'USD est allouée à la RC pour élaborer un nouveau projet d'investissement à partir de 2019.

Lors de son séjour dans la capitale congolaise, Martin du FIDA a aussi rencontré Fortunato-Ofa Mbo Nchama, Président de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC). Les deux délégations ont échangé sur leurs visions

stratégiques et ont noté que l'agriculture demeure une priorité pour le développement des filières et la diversification des économies en Afrique centrale. Ainsi, le FIDA et la BDEAC ont décidé de renforcer leur collaboration pour optimiser l'impact de leurs investissements dans le développement. Les deux institutions financières ont à cet effet convenu d'œuvrer pour la formalisation d'un cadre de partenariat qui permettrait entre autre le cofinancement des projets agricoles et ruraux dans les pays membres de la BDEAC.

Depuis 1983, le FIDA a contribué à huit projets et programmes de développement en République du Congo pour un montant total de 116,5 millions d'USD, ayant directement bénéficié à 118 173 ménages ruraux.

Le FIDA a investi pendant 40 ans dans les populations rurales, en dotant celles-ci des moyens de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé 20,4 milliards d'USD sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont touché quelque 480 millions de personnes. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – le centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

CENTRAFRIQUE

Le nouveau président de l'Assemblée nationale promet de mieux gérer la législature

Quelques jours seulement après la destitution d'Abdou Karim Meckassoua, à l'issue d'une session plénière spéciale pour « manquement aux devoirs de sa charge », le député de Baboua (ouest du pays), Laurent Ngon Baba, a été élu le 29 octobre à la tête de l'institution.

Porté au perchoir de l'Assemblée nationale centrafricaine par cent douze voix sur cent seize votants, Laurent Ngon Baba, président du Parti d'action pour le développement, avait précédemment occupé plusieurs fonctions. Il avait été nommé de nombreuses fois en tant que ministre et député de Baboua. En 2011, il était devenu le premier vice-président de l'Assemblée nationale.

S'adressant à ses collègues après son élection, le nouveau président de l'Assemblée nationale a promis de corriger les erreurs de son prédécesseur afin de faire prévaloir la transparence dans la gestion de la législature. « Nous n'avons plus le droit à l'erreur (...). « Nous allons immédiatement prendre des mesures, surtout en ce qui concerne la gestion des ressources financières », a-t-il précisé.

Laurent Ngon Baba affrontait deux autres parlementaires au poste de président de l'Assemblée nationale : Thierry-Georges Vackat, député de Mongoumba (sud) et Timoléon Mbaïkoua, député de Paoua (extrême nord-ouest). Lors de l'examen des dossiers, la candidature

de Thierry-Georges Vackat a été invalidée parce que déposée une minute seulement après le délai prescrit. Timoléon Mbaïkoua, quant à lui, a décidé de retirer sa candidature mais son désistement a été rejeté par le président de la séance faute de courrier justificatif. Avant que le vote ne commence et selon des sources concordantes, le député de Mbaïki II (sud), Alfred Yékatom Rombault, avait sorti un revolver contre l'un de ses collègues suite à des échanges violents dont l'origine reste inconnue. Il a tiré deux coups de feu en l'air avant d'être maîtrisé puis conduit à la gendarmerie. D'après l'opinion publique, ce député de Mbaïki II, un ancien chef rebelle d'anti-balaka alias Rambo, avait été élu par les pressions sur la population sous son contrôle. Il avait fait asseoir son hégémonie sur les préfectures de l'Ombella M'Poko (ouest) et de la Lobaye (sud).

Tenant compte du climat qui prévalait dans l'hémicycle, tous les députés y ont été évacués puis soumis à des fouilles systématiques. L'opération a révélé que trois autres élus du peuple portaient également des armes sur eux, dont le candidat in-



Laurent Ngon Baba

validé Thierry-Georges Vackat. Le prédécesseur de Laurent Ngon Baba est le député du troisième arrondissement de la capitale Bangui, qui comprend le PK5, le quartier abritant la majorité des musulmans de cette ville.

D'après Mathurin Dimbélet Makoé, deuxième vice-président de l'Assemblée, Abdou Karim Meckassoua était accusé par ses détracteurs d'avoir « confisqué des dossiers essentiels pour les députés », évoquant mi-octobre devant la presse

une « opacité dans la gestion des finances » de cette chambre du parlement. « On nous a accusés d'agir selon des critères confes-

sionnels mais celui qui a été élu est un musulman », a-t-il fait remarquer. Plusieurs députés estiment, quant à eux, que la pétition et la tentative de destituer Abdou Karim Meckassoua pourraient avoir été pilotées par la présidence centrafricaine qui souhaiterait placer un de ses fidèles à la tête de l'Assemblée. L'ex-président avait été destitué le 26 octobre, suscitant de fortes tensions dans la capitale où des tirs nourris avaient éclaté au Kilomètre 5, le quartier musulman. Après le début de la crise centrafricaine fin 2012, suivie du déferlement de haine entre les rebelles de la coalition Séléka, à dominante musulmane, et les groupes antibalaka, prétendant défendre les chrétiens à partir de 2013, la tendance était déjà à l'équilibre entre les deux camps, lorsque la présidence a été échue à Faustin-Archange Touadéra, d'origine chrétienne, et qu'Abdou Karim Meckassoua, d'origine musulmane, avait été élu à la tête de l'Assemblée nationale. Ce qui a contribué effectivement à apaiser des tensions en ce sens que cela était apparu comme un symbole de réconciliation en Centrafrique. Fort malheureusement, dans ce pays où l'influence politique reste en partie communautaire, les relations entre les deux hommes n'étaient plus bonnes, des rumeurs de coups d'Etat avaient circulé, des proches de l'actuel président du pays n'hésitant pas à accuser publiquement Abdou Karim Meckassoua. Sa destitution était prévisible puisqu'en mars dernier, un proche du président Faustin-Archange Touadéra avait été élu vice-président de l'Assemblée : une volonté, selon les observateurs à l'époque, de saper l'autorité de Abdou Karim Meckassoua.

Nestor N'Gampoula

BRÉSIL

Le président élu promet de changer le modèle économique

Le plus grand pays d'Amérique latine a basculé dans l'extrême droite avec l'élection facile, le 28 octobre, du très controversé Jair Bolsonaro, qui a promis de « changer le destin du Brésil ». Au terme d'une campagne tendue et extrêmement polarisée, Jair Bolsonaro a été élu avec près de cinquante-huit millions de voix, soit 55,13% des suffrages, contre 44,87% pour son adversaire de gauche, Fernando Haddad.

« Nous ne pouvons plus continuer à flirter avec le socialisme, le communisme, le populisme de gauche », a-t-il affirmé, lors de son premier discours de président élu. Ce chantre de la dictature militaire (1964-1985) prendra ses fonctions pour un mandat de quatre ans en janvier.

Des feux d'artifice ont été tirés sur la plage de Barra da Tijuca, où des dizaines de milliers de partisans de Bolsonaro étaient rassemblés devant son domicile pour célébrer sa victoire.

« Nous sommes le peuple indigné, exaspéré par la violence et la corruption. Le peuple a parlé. C'est la première fois que je me sens représenté », s'est exclamé André Luiz Lobo, chef d'entreprise noir de 38 ans.

Sur la plage de Barra da Tijuca, de nombreux militants criaient aussi des insultes contre le Parti des travailleurs de Fernando Haddad et son mentor, l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva, incarcéré pour corruption depuis avril dernier.

À Sao Paulo, la plus grande métropole du Brésil, des milliers de partisans de Bolsonaro sont également descendus dans les rues, notamment Avenue Paulista, une des principales artères de la mégapole.

« Le Brésil a été libéré du communisme, du communisme de Cuba et du Venezuela », a scandé Sheila Sani,

58 ans, déployant un grand drapeau du pays.

Des bousculades assez vives entre les deux camps ont eu lieu à Rio et une femme a été blessée dans des accrochages à Salvador de Bahia (nord-est) mais sa vie n'était pas en danger.

Dans son premier discours après l'annonce des résultats, Fernando Haddad n'a pas félicité le vainqueur et a demandé que ses « quarante-cinq millions d'électeurs soient respectés ».

« Les droits civiques, politiques, du travail et sociaux sont en jeu maintenant », a-t-il dit. « Nous avons la responsabilité de représenter une opposition qui place les intérêts de la nation au-dessus de tout », a-t-il ajouté.

Entouré de sa troisième épouse Michelle et d'un pasteur évangélique, Jair Bolsonaro a promis que son gouvernement « défendra la Constitution, la démocratie, la liberté ».

« Ceci n'est ni la promesse d'un parti ni la parole vaine d'un homme, mais c'est un serment devant Dieu », a-t-il poursuivi, répondant ainsi à ses détracteurs qui le voient comme une menace pour la démocratie.

Le président sortant salue la victoire de Jair Bolsonaro

Le très impopulaire président sortant, Michel Temer, a salué la victoire de son successeur, annonçant que la transition entre les deux gouvernements débiterait le 29 octobre.

« Je viens de féliciter le président élu, Jair Bolsonaro, j'ai pu percevoir son enthousiasme, non seulement quand il m'a parlé mais aussi lorsqu'il a fait ses déclarations en faveur de l'unité du pays, de la pacification du pays, de l'harmonie du pays », a déclaré Michel Temer depuis sa résidence officielle à Brasilia.

Que « Dieu puisse utiliser (Bolsonaro) pour aider notre pays », a espéré la star du football, Neymar. Parfois surnommé le « Trump tropical », Jair Bolsonaro a déclaré sur Twitter, quelques heures après l'annonce des résultats, avoir « reçu un appel du président américain, qui l'a félicité pour cette élection historique ».

« Le président Trump a appelé ce soir le président élu du Brésil, Bolsonaro, pour le féliciter, ainsi que le peuple brésilien, pour les élections d'aujourd'hui », a déclaré Sarah Sanders, porte-parole de la Maison-Blanche.

Dans un Brésil miné par une violence record, le marasme économique, une corruption endémique et une crise de confiance aiguë dans la classe politique, l'ancien parachutiste a réussi



Jair Bolsonaro

à s'imposer comme l'homme à poigne dont le pays aurait besoin.

Défenseur de la famille traditionnelle, il a reçu le soutien crucial des puissantes églises évangéliques et a indigné, par ses déclarations outrancières, une bonne partie des Noirs, des femmes et des membres de la communauté LGBT. La campagne a été alimentée par des discours de haine et émaillée de violences, Jair Bolsonaro lui-même ayant été victime d'un attentat à l'arme blanche qui a failli lui coûter la vie, le 6 septembre.

« Je n'ai jamais vécu une élection aussi polarisée. Je pense que c'est à cause de Bolsonaro qui est quelqu'un d'agressif, de fou. J'ai très peur », a dit en fondant en larmes

Renata Arruda, 41 ans, électrice de Haddad à Sao Paulo.

Même si Jair Bolsonaro a promis d'être « esclave de la Constitution », Tomaz Paoliello, professeur de Relations internationales à l'université catholique PUC de Sao Paulo, considère que son élection présente « de gros risques pour la démocratie ».

L'ONG Human Rights Watch a lancé, le 28 octobre soir, un « appel urgent à protéger » la démocratie brésilienne. Marcio Coimbra, de l'Université presbytérienne Mackenzie, considère en revanche que le Brésil dispose des garde-fous solides avec « un parquet fort, une Cour suprême forte et un Congrès qui fonctionne ».

Nestor N'Gampoula et l'AFP

CONGO/TURQUIE

Can Incesu salue les relations séculaires entre les deux pays

La célébration, le 29 octobre à Brazzaville, du 95^e anniversaire de la République de Turquie a donné lieu à une cérémonie placée sous le signe du renforcement des liens d'amitié et de coopération avec le Congo.

Devant de nombreux invités de marque, les membres du gouvernement et ambassadeurs accrédités au Congo, l'ambassadeur de Turquie, Can Incesu, a, pour la circonstance, retracé les différents événements et rappelé l'impact positif ainsi que les résultats fructueux du renforcement des relations turco-congolaises.

Parmi les activités phares, le diplomate turc a cité, entre autres, l'attribution des bourses aux étudiants congolais dont le nombre de bénéficiaires n'a cessé d'augmenter chaque année, passant de trois à vingt-six en cinq ans. Il a exprimé sa fierté d'avoir pour la première fois une boursière qui fera des études de médecine dans l'une des meilleures universités turques, et d'avoir parmi les étudiants boursiers quelques-uns des premiers bacheliers du Lycée d'excellence de Mbounda, dans le département du Niari. Toujours dans le cadre de cette coopération, il a parlé du départ cette année en Turquie de quatre policiers congolais pour une formation de deux ans. Pendant ce temps, sept policiers venaient



L'ambassadeur de Turquie, Can Incesu

de rentrer avec leur diplôme en main, sans oublier le départ pour la troisième année consécutive d'un diplomate congolais pour une formation d'une année en langue turque.

L'ouverture à Brazzaville, pendant l'année académique 2017-2018, d'une école turco-congolaise dénommée Maarif ; la présence des autorités congolaises à la cérémonie d'investiture du président turc, Recep Tayyip Erdogan, « en tant que premier chef d'Etat du nouveau régime », ainsi que la contribution de la Turquie à l'aide humanitaire dans le département du Pool, tous ces événements, a-t-il dit, sont venus renforcer l'amitié entre les deux

pays. Les relations avec l'Afrique marquées cette année par la célébration du dixième anniversaire du partenariat stratégique avec l'Union africaine ne sont pas passées sous silence.

« L'Afrique continue à être l'une des zones privilégiées de notre action. La Turquie est aujourd'hui représentée sur le continent avec un réseau de quarante-et-une ambassades, y compris nos nouvelles ambassades en Sierra Leone et en Guinée équatoriale. Dans quelques semaines, notre premier ambassadeur résident arrivera à Bujumbura, au Burundi », a-t-il fait savoir, en annonçant dans la foulée la tenue



Les participants

l'an prochain du troisième sommet Turquie-Afrique.

Pour garantir le succès de cet événement, les autorités turques se sont déjà mises au travail, a-t-il assuré. Can Incesu qui vient de totaliser ses quatre ans de service au Congo a saisi cette opportunité pour annoncer son départ imminent. Il a tenu à remercier les autorités congolaises pour « leur aide et leur coopération » durant les années passées dans le pays. La nomination officielle d'un nouvel ambassadeur de Turquie se fera dans les prochains jours.

Peu avant, l'ambassadeur a fait une brève historique sur l'origine de la fête nationale de la Tur-

quie. Il a, en outre, exprimé la reconnaissance « éternelle » de son pays à Mustafa Kemal Atatürk, père de l'indépendance de la Turquie, et rendu hommage à « tous ceux qui ont versé leur sang pour préserver le territoire national ».

« En ce jour, la Turquie marque sa reconnaissance éternelle à Mustafa Kemal Atatürk, homme d'Etat et commandant militaire exceptionnel qui, en l'espace de quelques années, a réussi à libérer le pays des forces d'occupation et créé une République moderne sur les cendres d'un empire disparu », a déclaré le diplomate turc.

Yvette Reine Nzaba

Discours de son Excellence Monsieur l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Guinée équatoriale à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance, le 12 octobre 2018

Son Excellence Monsieur le ministre, représentant du gouvernement ;
Excellences membres du gouvernement de la République du Congo ;
Excellence chefs des Missions diplomatiques et des organisations internationales accréditées en République du Congo ;

Distingués invités.

Permettez-moi de prendre la parole dans cette importante cérémonie qui marque la commémoration, ce 12 octobre 2018, du cinquantenaire de l'indépendance de la République de Guinée équatoriale. En ma qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Guinée équatoriale, je vous souhaite d'abord la bienvenue pour participer avec nous à la célébration du cinquantenaire de notre indépendance, qui traduit les années du parcours de notre nation comme pays libre et souverain dans le concert international des nations.

Excellences, mesdames et messieurs,

Au cours de ces cinquante années, nous avons atteint un développement jamais imaginé par les pères de l'indépendance, ces dignes fils de la Guinée équatoriale qui, pour sortir le pays de l'esclavage, de l'opprobre, de l'occupation coloniale de deux cents ans, ont payé avec leur vie, le prix de la liberté.

Cependant, les libertés conquises le 12 octobre 1968 furent prématurément out-



gées par un régime qui mit le pays sous un cruel dictateur qui y sévit pendant onze ans et laissa le pays complètement en ruine.

Grâce à l'appui divin, le 3 août 1979, son Excellence Obiang Nguema Mbasogo prit les rênes d'un pays ruiné dont tout était à refaire.

Plus frappé par la crise économique, notre pays était dans les années 1980 et 1990, l'un des pays les plus pauvres d'Afrique.

Grâce à la détermination, son Excellence Obiang Nguema Mbasogo a forgé le pays à sortir progressivement de la crise économique dans laquelle il se trouvait.

La fascination de tout le pays a connu une

croissance économique extraordinaire, un changement institutionnel et des infrastructures très importantes. Toujours grâce à la politique sage de son Excellence Obiang Nguema Mbasogo, le pays a connu la paix, patrimoine indispensable du progrès individuel et collectif, offrant à tous les Equato-Guinéennes des opportunités pour une vie pleine dans des conditions des mêmes droits et chances.

Commémorer le 12 octobre, ce n'est pas seulement célébrer un événement, c'est avant tout se souvenir de la trajectoire du pays, c'est vérifier l'histoire, analyser le passé et le présent pour se lancer avec plus de force dans l'avenir.

Cet anniversaire est un moment essentiel pour réfléchir sur notre trajectoire historique marquée par deux étapes principales, du 12 octobre 1968 au 3 août 1979 et du 3 août 1979 à ce jour, pour évaluer et valider la condition de la paix, la stabilité et l'harmonie nationales que notre pays a connues, malgré les défis et obstacles rencontrés pendant cette période.

Vive l'amitié et la coopération entre la République de Guinée équatoriale et la République du Congo !

**Vive le 12 octobre 2018 !
Je vous remercie**

BANQUE ET FINANCES

Attijariwafa bank couronnée pour son leadership au niveau continental

Elue meilleure banque marocaine de l'année, en marge des assemblées annuelles du Fonds monétaire international tenues le 13 octobre à Bali, le groupe a été de nouveau distingué à travers ses filiales en Côte d'Ivoire et au Sénégal où il mène des activités bancaires.

Organisé par « World Best Banks Awards 2018 », le prestigieux magazine américain «Global Finance», le prix de meilleure banque, le sixième remporté successivement, conforte le leadership d'Attijariwafa bank en termes de croissance des actifs ; la rentabilité ; la portée géographique ; les relations stratégiques ainsi que l'innovation dans les produits et services offerts aux clients. « Les lauréats sont des leaders de classe mondiale qui répondent parfaitement au vent politique changeant, aux nouvelles technologies et aux conditions changeantes du marché », a précisé l'éditeur et directeur de la rédaction de «Global Finance», Joseph D. Giarraputo, lors de la cérémonie de remise du prix de meilleure banque.

Magazine mensuel anglo-saxon du groupe «Class Editori», fondé en 1987 et basé à New York, «Global Finance», partenaire média privilégié des réunions annuelles du FMI, traite de sujets relatifs au secteur de la finance à l'échelle mondiale, notamment la finance d'entreprise, joint-ventures, les fusions-acquisitions, les marchés de capitaux, les devises, la banque ainsi que le management du risque.

S'agissant, par ailleurs, de ses



Le siège social d'Attijariwafa bank à Casablanca/DR

filiales ivoirienne et sénégalaise, précisément la Société ivoirienne de banque et la CBAO désignées premiers spécialistes en valeurs du Trésor, cette marque de reconnaissance par l'agence Uémoa (Union économique et mo-

nétaire ouest africaine) tient compte de l'animation, par ces deux institutions financières, du marché primaire et secondaire des émissions des titres souverains ainsi que l'accompagnement d'une part, des Etats dans l'optimisation des

levées de fonds et, d'autre part, des investisseurs dans le choix des meilleures opportunités de placement.

la zone Uémoa a dépassé 4.5 milliards d'euros, ce qui confirme l'enjeu d'avoir un marché structuré, capable

« Ce classement récompense les efforts du Groupe Attijariwafa bank visant le développement d'un marché de dette souveraine efficient. En 2017, le volume des transactions sur le marché primaire des titres souverains dans

de répondre aux attentes des émetteurs et des investisseurs qu'ils soient régionaux ou internationaux », a déclaré le responsable régional des activités de marché dans la zone Uémoa.

La Rédaction

G20-AFRIQUE

Onze pays africains invités à Berlin

Les dirigeants de la Tunisie, du Bénin, de la Côte-d'Ivoire, de l'Egypte, de l'Ethiopie, du Ghana, de la Guinée, du Maroc, du Rwanda, du Sénégal et du Togo participent, du 30 au 31 octobre à Berlin (Allemagne), à la conférence G20-Compact with africa, un cadre d'échanges avec les institutions financières internationales, les autorités et les entreprises allemandes.

Placé sur le thème : « Promotion des investissements privés et participation économique dans les pays africains par la coopération entre le G20, les Etats africains et les Banques de développement », ce forum est axé sur l'accroissement des investissements en Afrique, le développement des infrastructures, la création d'emplois et la gestion des questions liées aux flux migratoires.

Le Bénin, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Éthiopie, le Gha-

na, la Guinée, le Rwanda, le Sénégal, le Maroc, le Togo et la Tunisie ont marqué leur adhésion à l'initiative allemande. Le programme Compact With Africa vise à encourager les entreprises allemandes et internationales à investir et à créer des emplois en Afrique. Pour cela, l'Allemagne s'est engagée à soutenir les pays africains dans la mise en place d'un cadre favorable aux affaires et dans le développement de leur secteur fi-

nancier. Le FMI, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement participent également à ce programme.

La première partie de la conférence sur le partenariat G20-Afrique, présidée par Angela Merkel, sera consacrée aux échanges institutionnels. Elle sera suivie le lendemain par les rencontres d'affaires, notamment avec les dirigeants d'entreprises allemandes membres de l'association Africa Verein, telles

que Volkswagen, Siemens, CommertzBank, Mobisol ou Heidelberg Cement.

La dernière retombée concrète du programme Compact With Africa a bénéficié au Togo qui a ainsi décroché, il y a deux semaines, le financement pour l'installation de 100 000 systèmes solaires domestiques hors réseau.

Le Partenariat G20-Afrique (CwA) a été lancé sous la présidence allemande du G20 pour promouvoir les investissements privés en Afrique, y compris dans les infrastructures. L'objectif principal de ce partenariat est d'accroître l'attractivité

de l'investissement privé grâce à une amélioration substantielle des cadres macroéconomique, commercial et financier. Il rassemble des pays africains, des organisations internationales et des partenaires bilatéraux du G20, afin de coordonner les programmes de réformes spécifiques à chaque pays, de soutenir les réformes politiques respectives et de faire connaître les opportunités d'investissement aux investisseurs privés. Depuis son lancement en 2017, le Partenariat G20-Afrique a suscité un grand intérêt, selon les initiateurs de ce programme.

Josiane Mambou Loukoulou

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le programme « Averda va à l'école » se déploie à Kintélé

La présidente du conseil municipal, députée-maire de Kintélé, Stella Mensah Sassou-N'Guesso, a lancé le 30 octobre à l'école primaire Kintélé Fleuve, le projet qui vise à inculquer des bonnes pratiques environnementales aux deux mille quatre cents élèves de cette commune.

Après les arrondissements de Brazzaville et Pointe-Noire, le programme « Averda va à l'école » s'intéresse désormais à Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville. Ce programme intègre, selon les autorités locales, leur projet de développement visant la protection de l'environnement. En effet, en attendant la concrétisation d'un accord entre la mairie de Kintélé et la société CES Averda (Congo environnemental services), les élèves des écoles primaires de cette commune peuvent déjà bénéficier des campagnes de sensibilisation au respect de l'environnement. « Cette activité vise à apprendre aux enfants à se comporter correctement, surtout en ce qui concerne la propreté, le respect de l'environnement. Donc, Averda est venu ici pour leur expliquer qu'ils doivent jeter les ordures dans les poubelles et non dans le fleuve qui est tout juste à côté, parce que cela pollue l'eau que nous consommons », a expliqué Stella Mensah Sassou-N'Guesso. S'agissant du partenariat avec

Averda, elle a indiqué que pour le moment, il n'y a pas de lien entre les deux parties. « Cela va venir avec le temps, nous attendons toujours la réunion avec la mairie de Brazzaville depuis un an mais nous finirons par avoir gain de cause, parce que nous ne pouvons pas continuer à travailler comme cela. Il faudrait qu'un jour nous puissions arranger ce problème », a-t-elle espéré.

Notons que lors du lancement officiel de ce projet, le 18 janvier dernier, dans son entité administrative, la présidente du conseil municipal indiquait que la problématique de l'environnement était actuellement une question essentielle. Elle saluait, par la même occasion, « un programme mis sur pied pour la protection de l'environnement et orienté en direction de l'école, le lieu par excellence d'imprégnation des valeurs intellectuelles, morales et civiques ».

Le directeur de l'école primaire Kintélé Fleuve, Basile Olola, s'est félicité de cette initiative qui intègre bien celle lancée récemment par l'Unicef concer-



La députée-maire de Kintélé en compagnie des élèves et la délégation d'Averda

nant l'hygiène, notamment le lavage des mains. « Je suis très heureux parce que depuis la rentrée scolaire, nous sommes déjà à trois délégations. Après l'Unicef, aujourd'hui c'est Averda qui vient nous sauver dans l'assainissement de notre environnement. Mon souhait est que cette école soit visitée pour que tout le pays sache qu'il y a une école ici qui date de 1945. C'est une école à cantines scolaires, donc une occasion pour nous d'appliquer ce que l'Unicef et Averda nous

demandent de faire », s'est-il engagé.

Cette cérémonie a, entre autres, été marquée par la projection d'un film et la pose des bacs à ordures au sein de cet établissement qui manque de mur de clôture. Le tout couronné par le dessin animé appelé « Glad et Vad », où le petit garçon et son ami le chien expliquent comment, avec des gestes simples, on peut garder l'environnement encore plus propre et plus sain. Le projet de la société Averda, en partenariat avec les ministres

du Tourisme et de l'environnement ; de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation ; de la Jeunesse et de l'éducation civique, permet de transmettre aux élèves et à leurs familles des notions de savoir dans les domaines de la gestion des déchets et de la protection de l'environnement. C'est également une occasion pour faire connaître aux élèves des notions nouvelles telles que la pollution, le recyclage et le réchauffement climatique.

Parfait Wilfried Douniama

HANDICAP VISUEL

Les aveugles se plaignent des obstacles rencontrés au quotidien

Le président de l'association « Viens et vois », Emerson Massa, a indiqué, le 27 octobre à Brazzaville, que les déficients visuels continuent à faire face à de grandes difficultés tous les jours par manque d'espaces urbains, accessibles et conviviaux.

Emerson Massa a souligné les difficultés qu'ils éprouvent lors de la célébration de la Journée internationale de la canne blanche, commémorée en différé au Congo sur le thème « Investir pour un nouveau regard sur la cécité », en partenariat avec la Mission évangélique Braille. L'objectif était d'éduquer le monde en matière de la cécité ainsi que de montrer comment les aveugles et malvoyants vivent et travaillent en toute autonomie, en apportant une

nomie et de respect à la dignité des personnes aveugles et malvoyantes, a-t-il fait savoir, avant d'ajouter qu'elle coûte trop cher et s'avère inabordable pour la plupart des personnes vivant au Congo.

Emerson Massa a émis le souhait au gouvernement d'allouer les budgets nécessaires à cet effet. Il a sollicité que soient annexées aux plans d'action nationaux des dispositions par rapport aux cannes blanches, à la formation, la mobilité des per-

sonnes aveugles et malvoyantes, la fourniture des ressources adéquates pour faciliter l'acquisition gratuite de la canne blanche par des aveugles à l'échelle nationale. L'octroi de ces instruments, a-t-il relevé, permettra d'encourager le développement inclusif. « Nous sommes convaincus qu'une société

plus inclusive, plus accessible et plus égalitaire sera la source de meilleures conditions de vie pour la communauté. Les personnes aveugles ou malvoyantes peuvent prendre pleinement part à tout aspect de la vie comme nous l'avons choisi », a déclaré Emerson Massa.

Notons que cette journée a été célébrée sans la présence d'une autorité de la République. Elle a été marquée d'un jeu concours portant sur le chant, la devinette, la lecture rapide d'un texte ainsi qu'une série de témoignages donnés par cette couche vulnérable.

A cette occasion, trois communications ont été données respectivement par Rodolphe Gassaye sur « Le regard sur la cécité dans la vie professionnelle », Armand Ndinga sur le thème « Le regard sur la cécité dans la vie familiale et sociale » et par Stanislas Pourou sur « Le regard de la cécité dans la vie scolaire et académique ».

Rodolphe Gassaye a déploré dans sa communication le mépris manifesté par les personnes valides à l'égard de cette couche vulnérable. L'orateur a proposé quelques pistes de solution qui permettront de faire sortir les handicapés visuels de leur état d'isolement. Ces pistes sont notamment l'instauration de l'écriture Braille dans les écoles, des transcritteurs de l'écriture braille ainsi que la communication structurale en milieu professionnel.

Lydoie Gisèle Oko

AMÉNAGEMENT DE BRAZZAVILLE

La mise en place d'un organe de concertation se précise

Des lignes directrices fixant les attributions, la composition et le fonctionnement du secrétariat technique de la commission départementale d'aménagement du territoire et du développement local de la ville capitale ont été soumises aux responsables administratifs et politiques ainsi qu'aux experts et personnes ressources, pour adoption et validation.



Jean Claude Etoumbakoundou s'entretenant avec les membres de la commissions (Adiac)

Une session inaugurale s'est tenue le 26 octobre, à Brazzaville, en rapport avec la mise en place du cadre légal de concertation, de participation de tous les acteurs essentiels au développement du département. « A l'évidence, c'est un cadre où les responsables administratifs et politiques du département de Brazzaville, des experts et personnes ressources, le secteur privé et la société civile, des hommes et des femmes tous désintéressés désormais vont s'activer pour répondre à l'invitation qui est de veiller à la cohérence des projets d'équipement ainsi que des actions territoriales de notre département et ceci dans le respect du schéma national d'aménagement du territoire », a déclaré le secrétaire départemental de Brazzaville, Jean Claude Etoumbakoundou, lors de son mot d'ouverture.

Le rôle essentiel de cette commission est de booster la politique d'aménagement spatial de Brazzaville, en formulant à l'autorité départementale des ressorts y afférents. Par ailleurs, l'adoption au cours de cette session du règlement intérieur traduit ainsi la volonté de l'Etat de fournir un cadre préalablement réglementé afin de réduire les conflits de compétence dans le but de mieux concilier les interventions des uns et des autres, lors de la prise de décisions d'aménagement pour la mise en valeur équitable et durable du territoire.

Guillaume Ondzé



Photo de famille

contribution à leur communauté. La vingt-deuxième édition visait à célébrer les capacités et la réussite des personnes aveugles et malvoyantes dans le monde ainsi qu'à honorer les nombreuses contributions qu'elles apportent à la société. La canne blanche est un symbole d'indépendance, un signe d'auto-

sonnes aveugles et malvoyantes, la fourniture des ressources adéquates pour faciliter l'acquisition gratuite de la canne blanche par des aveugles à l'échelle nationale. L'octroi de ces instruments, a-t-il relevé, permettra d'encourager le développement inclusif. « Nous sommes convaincus qu'une société

COOPÉRATION BILATÉRALE

Cuba veut explorer de nouveaux secteurs d'activités au Congo

Après quatre ans passés à Brazzaville, en qualité d'ambassadeur plénipotentiaire de Cuba, Manuel Serrano Acosta, arrivé au terme de son mandat, a été reçu en audience, le 29 octobre, par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso.

A l'issue de leur entretien, le diplomate cubain a déclaré : « Je suis venu pour dire au revoir au chef de l'Etat car j'ai fini ma mission ».

Il dit quitter le Congo avec le sentiment d'une mission bien accomplie, précisant que tous les secteurs de coopération entre le Congo et Cuba doivent être renforcés.

Manuel Serrano Acosta a résumé la coopération entre le Congo et son pays par l'amour, la solidarité et l'humanisme. Il s'est dit « satisfait du niveau des relations » entre les deux pays. « Nous avons, en formation, à Cuba, des étudiants congolais dans le domaine de la médecine. Cinq cents de la première vague vont être médecins l'année prochaine », a-t-il indiqué.

En termes de perspectives, il a émis le vœu de voir renforcer tous les secteurs de la coopération, dans le cadre des accords signés dans le domaine de l'agriculture, de la pêche, avec les forces armées, le développement de l'économie forestière, du sport et de la culture. Ce qui reste, a souligné Manuel Serrano, c'est de renforcer la coopération dans d'autres secteurs porteurs de croissance et de développement, dont celui des mines.

Vieille de cinq décennies, la coopération entre le Congo et Cuba couvre plusieurs domaines, notamment celui de l'éducation, de l'agriculture, de la santé et de la politique.

La Rédaction



L'ambassadeur cubain lors de ses adieux au président de la République DR

DISTRICT DE MINDOULI

La mairie annonce la mise en service de l'usine d'adduction d'eau potable

Les premiers branchements au niveau des ménages débuteront à partir du 15 novembre, après l'autorisation des techniciens des grands travaux qui ont inspecté récemment l'installation.



L'usine de traitement d'eau de Mindouli

Les quelque vingt mille habitants du district de Mindouli, dans le département du Pool, pourront enfin consommer de l'eau potable. Après avis favorable des techniciens, la municipalité a décidé de lancer soixante-deux branchements tests au plus tard le 15 novembre. Les travaux de construction ont été achevés depuis plusieurs mois. « L'entreprise Cmec a déjà achevé tous les travaux, notamment ceux de la station de pompage, de l'usine de traitement d'eau, de l'agence commerciale, y compris la construction du réseau de distribution », a fait savoir l'administrateur-maire de Mindouli, Jean Bosco Mahoungou. La réception officielle de ce genre d'ouvrage par l'Etat intervient le plus souvent après la mission d'évaluation du ministère des Grands travaux, du ministère de l'Hydraulique et de l'opérateur technique, à savoir la Congolaise des eaux (ex-SNDE) et la municipalité.

L'usine dispose d'une capacité de production d'eau potable d'environ six mille mètres cubes par jour. Elle est dotée d'un

réservoir de neuf cents mètres cubes, de trois pompes centrifuges multiniveaux d'une puissance de 132kw. Son réseau de distribution est long de plus de 32 km sur toute la ville.

Le district de Mindouli est l'une des localités du département du Pool affectées par le conflit armé ayant opposé les ninjas du pasteur Ntoumi et l'armée nationale. Une année après la fin des hostilités, des initiatives se multiplient pour essayer de soulager la population et relancer la vie économique locale.

Pas plus tard que le 20 octobre, le ministre d'Etat, ministre de l'Economie, de l'industrie et du portefeuille public, Gilbert Ondongo, et sa collègue des Petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel, Yvonne Adélaïde Mougany, ont visité le site de traitement d'eau. À l'issue de leur visite, les membres du gouvernement ont demandé la mise en service rapide de cette usine d'adduction d'eau potable.

Fiacre Kombo

BASSIN DU CONGO

Plus de transparence attendue dans la gestion des ressources forestières

Des acteurs du secteur privé et public, de la société civile y compris des partenaires au développement se réunissent, du 30 au 31 octobre à Brazzaville, dans le cadre du projet « Voix des citoyens pour le changement et observation forestière dans le Bassin du Congo ».

Le onzième forum sur la gouvernance forestière, un premier événement du genre organisé au Congo, réunit également des communautés dépendantes des forêts, des peuples autochtones, des universitaires, le bureau local du Cercle d'appui à la gestion durable des forêts ainsi que des partenaires de l'Union européenne (UE) et du Royaume-Uni qui assurent la facilitation.

Considéré comme le second versant hydrographique de la planète après l'Amazonie, le Bassin du Congo regorge des milliers d'espèces rares et d'une biodiversité exceptionnelle. Cet écosystème fait face, hélas, à des phénomènes liés à la déforestation, l'exploitation illicite des forêts et au trafic incontrôlé du bois. À l'instar des autres pays de la sous-région, le Congo est concerné par ces phénomènes qui affectent le niveau de vie de la population et de l'environnement.

C'est pour quoi, durant les deux journées, les participants aux assises vont plancher sur les questions relatives à la foresterie communautaire, à la conservation des forêts, aux marchés domestiques du bois, aux actions du secteur privé, à l'observation indépendante, aux droits des peuples autochtones. L'objectif du forum est de fournir un espace d'échange libre et ouvert pour le partage d'informations, d'expériences, des leçons apprises, des idées et des recherches.

Les différents intervenants, venus de la République démocratique du Congo, du Gabon, du Cameroun et de la Centrafrique essayeront d'adopter une feuille de route commune afin de mieux assurer la transparence dans le secteur forestier, de mobiliser les principaux acteurs. Ils vont insister surtout sur le processus Redd+ (Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts). Car, les conclusions de ces assises vont orienter les travaux de la conférence de haut niveau prévue à Bruxelles, en Belgique, dans quelques semaines.

Au niveau local, le Congo a engagé un vaste programme d'aménagement forestier pour faciliter son développement et la diversification économique. Le gouvernement congolais va poursuivre ses efforts jusqu'à toutes les concessions forestières, a souligné la ministre de l'Economie forestière, Rosalie Matondo. « Nous allons faire en sorte que de ces forêts ne soit produit que du bois légal et dont la traçabilité est effective », a-t-elle insisté.

Parmi les partenaires du pays dans ce domaine, on cite au premier rang l'UE. Le vieux continent est, d'ailleurs, l'un des gros consommateurs de bois au monde. Aussi l'UE a-t-elle promis de soutenir les efforts du Congo en matière de lutte contre l'exploitation illégale du bois et de son commerce associé.

F.K.

COOPÉRATION SPORTIVE

Le Congo demande l'appui de la France dans le domaine de la formation de l'équipe nationale

Le diplomate français et le ministre des Sports et de l'éducation ont échangé, le 30 octobre, sur deux aspects importants qui renforceront la coopération entre les deux pays dans le domaine des sports : la mise au vert des Diables rouges en France et la meilleure utilisation des infrastructures de qualité dont dispose le Congo.

La formation de l'équipe nationale de football en France est une demande formulée par Hugues Ngouélondélé à l'ambassadeur de France au Congo. Bertrand Cochery s'est engagé, à son tour, à la transmettre en France en vue d'un meilleur retour. « Je me suis engagé à la transmettre en France. Reste à savoir comment, du côté de la Fédération française de football, le reste des choses pourront se faire », a-t-il expliqué.

Les deux personnalités ont ensuite évoqué la question de l'utilisation des infrastructures construites à la faveur des 11e Jeux africains de Brazzaville 2015 sans oublier celles implantées dans tout le pays. L'accent a été mis sur la formation pour une meilleure utilisation de ces infrastructures dont l'ambassadeur a salué la beauté et la qualité. Le diplomate français propose que le

ministère français des Sports joue un rôle de mission de conseil. « C'est à voir en fonction à la fois des demandes qui peuvent émaner d'association congolaise et aussi peut-être dans une autre dimension plus interafricaine notamment dans la perspective des Jeux de la jeunesse de Dakar en 2022. Et de voir aussi, en matière de formation et d'appui, comment le ministère des Sports français pourrait aussi avoir une fonction de mission de conseil pour une utilisation plus intensive de ces équipements sportifs », a-t-il souhaité.

Par ailleurs, l'ambassadeur de France au Congo et le ministre des Sports ont abordé la stratégie nationale en matière de métier de sport et d'économie du sport. Le métier de sport a été traité en tenant compte de la remarque du diplomate selon laquelle chaque année dans le cadre de la prépa-



Hugues Ngouélondélé échangeant avec Bertrand Cochery/Adiac

ration des campus pour les visas étudiants et pour la formation en France, beaucoup de jeunes congolais se tournent vers l'ambassade pour demander les services. Ces jeunes, a-t-il indiqué, manifestent leur volonté d'aller suivre une formation sur les métiers du sport en France.

« je pense que vu de la de-

mande, ce qui pourrait être envisagé c'est d'organiser, dans le cadre de Campus France ici à Brazzaville, une journée ou une demi-journée spéciale sur le focus métier du sport en France, les formations qui peuvent être offertes, les niveaux de formation, comment ça se fait et comment ça prend place dans un cursus, sur quoi ça peut débou-

cher et en quoi ça peut être utile pour le développement du sport ici au Congo. Je pense que là il y a une perspective peut-être intéressante à développer parmi tant d'autres et elle s'inscrit dans une dynamique telle que veut la promouvoir le ministre Hugues Ngouélondélé », a expliqué Bertrand Cochery

James Golden Eloué

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'action des parlementaires jugée indispensable

Dans un communiqué rendu public le 30 octobre, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) invite les parlementaires du monde entier à faire de la sécurité et de la nutrition des priorités de l'agenda politique afin de mettre un terme à la faim et de garantir des régimes alimentaires sains et durables.

Le directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, a déclaré : « Il est essentiel que les parlementaires du monde entier agissent dès maintenant afin d'adapter et d'améliorer les cadres juridiques, politiques et institutionnels, de mettre un terme à la faim et de garantir des régimes alimentaires sains et nutritifs pour tous ». Devant près de deux cents parlementaires réunis à l'occasion du Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition qui se tient à Madrid, en Espagne, Graziano da Silva a ajouté : « Vous pouvez vous assurer du fait que la sécurité alimentaire et nutritionnelle soit placée en haut de l'agenda politique et législatif ».

Estimant que les parlementaires sont responsables de l'approbation des lois et de la révision des budgets, le directeur général de la FAO a dit que les élus peuvent « jouer un rôle primordial en matière de promotion de la sécurité alimentaire et d'amélioration de la nutrition » dans leurs pays respectifs. « Si nous ne trouvons pas de solutions concrètes pour stopper cette hausse, le nombre de personnes obèses sera bientôt plus élevé que le nombre de personnes souffrant de la faim. Nous devons mettre en place des systèmes alimentaires qui proposeront des aliments sains, nutritifs et abordables pour tous », a poursuivi José Graziano da Silva, soulignant que l'obésité devait être traitée comme un problème public et non comme un problème individuel.

Les Nations unies estiment à 821 millions, soit 11% de la population mondiale, le nombre de personnes qui souffrent de la faim. Outre la faim, d'autres formes de malnutrition ont également augmenté et on compte deux milliards d'adultes en surpoids, dont 672 millions d'obèses, précise-t-on.

Nestor N'Gampoula

JUDO

Le comité de normalisation fait monter la pression pour la tenue des élections

Le Comité de normalisation de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées a profité de la célébration, le 28 octobre, de la journée internationale pour réclamer la convocation de l'assemblée générale électorale.



Photo de famille des budokas (DR)

La structure de transition a réussi à communier avec tous les pratiquants du monde en organisant à Brazzaville à la fois une séance d'entraînement et de la méditation. Dans son mot d'orientation, Caloger Andrenic Aya a fait passer le message de la famille de judo à Jean Nganga, conseiller aux sports du ministre de tutelle et président du Comité de gestion de crise, en lui demandant de conduire le judo congolais vers une assemblée générale extraordinaire électorale. Ceci en vue d'élire des dirigeants responsables et de qualité à la tête de la structure. « Si hier nous étions désunis, jusqu'à commettre la bêtise d'élever à la tête de notre structure un incompetent qui pense faire du judo sa propriété privée, mais aujourd'hui, il y a une prise de conscience collective qui anime les judokas pour mettre définitivement fin au règne de la médiocrité », a-t-il fait observer.

Caloger Aya a aussi plaidé en faveur de la formation en soutenant la thèse selon laquelle les maîtres qui souffrent à former les athlètes judokas ont besoin d'être formés ou recyclés dans les normes et les méthodologies de l'entraînement. Dans la phase de méditation, lui et les judokas n'ont pas manqué de remettre le pays et la discipline entre les mains de Dieu, lui demandant de bénir et de garder le judo congolais.

« Tout comme nous le prions de bénir et de protéger notre si beau et merveilleux pays. Nous judokas, nous avons besoin d'un Congo stabilisé et équilibré pour permettre aux sportifs d'exercer leur sport. Aux élèves et étudiants d'apprendre et de parfaire leur connaissance et aux autres fils et filles de ce pays de vivre dans l'amour, la cohésion et la fraternité », a souhaité Caloger Andrenic Aya. Et de poursuivre : « C'est pour quoi en commémoration de cette journée

mondiale de judo, nous souhaitons beaucoup de lumière, abondamment de lumière purificatrice pour ce beau et verdoyant pays. »

Il a, par ailleurs, profité de l'occasion pour rappeler aux pratiquants les origines et les bienfaits du judo. Selon lui, le judo sport royal est un art martial qui tire ses racines du Jujitsu asiatique voire japonais. Il signifie par essence japonaise, la voie de la souplesse ou de la non-résistance. C'est un sport en même temps un art qui se pratique debout et au sol, un sport olympique, une discipline scolaire et universitaire.

Il se pratique aussi dans un lieu appelé Dojo qui signifie « lieu où l'on étudie la voie ». « Le do du judo est spirituel. Il exprime les racines zen de la spiritualité japonaise. D'où les rites du salut observés au judo, au karaté et à l'Aikido », a-t-il expliqué.

J.G.E.

ENSEIGNEMENT

Le Bureau provincial de l'éducation du Henan fait don au complexe scolaire Révolution-Gampo Olilou

L'ambassadeur de Chine au Congo, Ma Fulin, a remis ce don au ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation (MEPSA), Anatole Collinet Makosso, le 30 octobre en marge de la signature de l'accord de jumelage entre les deux établissements

Composé, entre autres, de livres, sacs à dos, plumiers, cahiers, calculatrices, stylos, cartouches de stylo, kits de géométrie, ce don marque le début d'une coopération amicale entre le Complexe scolaire Révolution-Gampo Olilou et l'Ecole secondaire expérimentale de Henan. L'accord de remise de ce don a été signé par le directeur général adjoint du Bureau provincial de Henan, Diao Yuhua, et l'Inspecteur général du MEPSA, David Boké.

Signant, quant à lui, le protocole d'accord de jumelage, le proviseur du lycée de la Révolution, Firmin Mougalla, a indiqué qu'il s'agissait d'un grand jour qui sera gravé dans l'histoire de cet établissement, reconstruit après le drame du 4-Mars 2012. « Aujourd'hui, nous venons de signer avec l'Ecole expérimentale de Henan un protocole d'accord de jumelage qui va durer pour un premier temps quatre ans. Ce

protocole sera profitable aux meilleurs élèves dans toutes les disciplines, et nous encourageons de plus en plus ceux qui apprennent la langue chinoise. Ce protocole est l'indicateur de notre volonté de faire de cet établissement un lycée d'excellence », a-t-il rappelé, précisant que cet accord encourage également les élèves qui pratiquent le sport et la culture.

S'engageant à veiller à l'application sans faille de ce protocole, Firmin Mougalla a invité les élèves tout comme les travailleurs à se mettre résolument au travail. Car seuls les meilleurs, a-t-il dit, bénéficieront des fruits de ce protocole d'accord. En effet, selon les termes de cet accord, vingt élèves et enseignants du lycée de la Révolution et du CEG Gampo Olilou bénéficieront, une fois pendant le camp d'été, de dix jours de vacances en Chine.

Le proviseur de l'Ecole secondaire



Ma Fulin remettant un échantillon du don à Anatole Collinet Makosso/Adiac

expérimentale de Henan, Ma Yuxia, a, de son côté, loué la qualité des enseignants et des élèves qui sont, d'après elle, excellents et brillants. Elle s'est, par ailleurs, réjouie du fait que c'est grâce à la ceinture de la route que le peuple de différentes races et cultures est destiné aux mêmes communautés. S'agissant de l'accord, Ma Yuxia a rappelé que les deux pays avaient, lors de la visite que le président du Comité national de la Conférence consultative politique

du peuple chinois (CCPPC), mené des échanges approfondis sur des problèmes de coopération et de développement. Ce qui a permis de retenir le domaine de l'éducation comme l'un des sujets les plus importants.

« La convention amicale signée entre nos deux écoles est la mise en œuvre de la visite du président du CCPPC et correspond aux huit actions proposées par le président chinois lors du sommet Chine-Afrique de cette

année. (...) Nous avons compris, après des échanges avec les amis, que votre école est très populaire au Congo, une école bien équipée avec beaucoup d'enseignants excellents », a-t-elle vanté.

Ma Yuxia a aussi souligné que l'Ecole secondaire expérimentale de Henan II était réputée en Chine, surtout dans le domaine des échanges avec l'extérieur au niveau de l'éducation internationale. Pour ce faire, l'établissement a entrepris des relations avec des écoles aux USA, au Japon, en Australie, en Italie et en Corée. « Afin d'élargir la communication avec l'extérieur et former des personnels talentueux, capables de participer aux concours internationaux, l'école s'est dotée d'un service international. Il s'agit de la coopération avec le Canada et le Japon. Les diplômés seront envoyés dans les grandes universités aux Etats-Unis, en Angleterre, en Australie et au Japon », a-t-elle conclu, soulignant la nécessité de construire ensemble un pont d'amitié avec le Congo.

Parfait Wilfried Douniama

ÉNERGIE

L'Afrique intègre l'électricité verte

Malgré des blocages persistants, la chute du prix des énergies renouvelables encourage leur essor en Afrique subsaharienne.

En dépit d'un taux d'électrification en hausse, six cents millions d'Africains subsahariens restent privés d'électricité, soit les deux tiers de la population, mais à un rythme insuffisant compte tenu de la croissance démographique. La biomasse traditionnelle (le bois) et les énergies fossiles (charbon et pétrole) sont les principaux besoins énergétiques du continent. Cependant, à l'avenir, la capacité des Etats subsahariens à répondre à la demande énergétique de leurs citoyens - qui devrait doubler d'ici à 2030, selon l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (Irena) - dépendra de leur recours aux énergies renouvelables, dont les coûts pour produire de l'électricité rejoignent peu à peu ceux des énergies fossiles. L'énergie solaire y tient une bonne place. Et la dégringolade du coût des panneaux solaires devrait intensifier le recours à cette source. Mais le continent africain peut aussi compter sur des gisements hydroélectriques, dont la quasi-totalité du potentiel reste inexploitée, et sur l'éolien terrestre. Toutefois, la construction de barrages représente des investissements colossaux. Le lancement de tels projets appelle à la prise en compte de leurs impacts écologiques et sociaux.

En combinant toutes ces sources et compte tenu des importants gains d'efficacité énergétique qui pourraient être réalisés, la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique du sous-continent pourrait ainsi atteindre 50 % à l'horizon 2030, souligne l'Irena.

Quelques freins techniques et financiers

L'Irena conseille de maîtriser et développer la formation des ingénieurs, techniciens et artisans; rénover la plupart des réseaux électriques actuels; développer des capacités de stockage afin de gérer la variabilité de l'éolien

et du photovoltaïque. « En attendant, les énergies renouvelables intermittentes peuvent largement être utilisées pour soulager les réseaux existants », indique Yves Maigne, directeur de la fondation Energies pour le monde.

Sur le plan financier, il mérite de rappeler que l'électricité d'origine renouvelable devient compétitive par rapport aux sources fossiles, la structure de ses coûts se caractérisant par des dépenses en capital élevées : les charges de fonctionnement d'un parc éolien ou solaire sont faibles mais l'investissement initial est important. En Afrique, cette contrainte est particulièrement forte en raison d'importants risques juridiques et politiques, même si les investisseurs privés ont souvent tendance à les surestimer. La situation, toutefois, évolue. Pour encourager les acteurs privés, les Etats ont mis en place des mécanismes assurantiels publics permettant de sécuriser les investissements et d'éponger les éventuelles pertes.

Une gouvernance faible

Avec l'accord de Paris sur le climat de 2015, les Etats d'Afrique subsaharienne sont nombreux à s'être dotés de plans de développement énergétique à un horizon de vingt ou cinquante ans mais rares sont ceux qui ont une vision opérationnelle à court terme. Résultat, la politique énergétique se résume trop souvent à tenter de régler dans l'urgence le problème permanent des coupures de courant. Cela se traduit par le développement de sources d'appoint « sales » - comme des groupes électrogènes au diesel - qui limitent la capacité des sociétés nationales d'électricité à investir en parallèle dans les énergies vertes. Cette faible gouvernance complique également le déploiement de l'électrification rurale.

Noël Ndong

SANTÉ

Le contrôle des services médicaux et paramédicaux normalisé

Les travaux de l'atelier visant à examiner et approuver le manuel de procédure d'inspection des services de santé publique ont eu lieu le 30 octobre, à Brazzaville.



Le président à l'ouverture des travaux/DR

Le directeur de cabinet de la ministre de la Santé et de la population, Florent Balandamio, a déclaré, dans son mot de circonstance : « Le but de ce manuel est de procurer aux cadres assermentés et habilités aux fonctions de contrôle et de vérification des pratiques professionnelles adaptées en s'inspirant des évolutions au niveau de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale, à travers l'harmonisation des procédures et des outils d'inspection pharmaceutiques ». Il a, par ailleurs, souligné que ce manuel est un outil de travail qui permettra la standardisation des pratiques en matière de contrôle et d'inspection, dans le but d'améliorer la qualité des services et des soins par le respect des normes définies dans le document.

L'inspection des services médicaux et paramédicaux aura pour missions de contrôler la légalité des établissements de santé et de l'exercice des professions médicales et paramédicales, la médecine traditionnelle y compris, contrôler l'application des lois et règlements sur la création et

le fonctionnement régulier des établissements de santé, des entreprises médicales et paramédicales, veiller au respect des prescriptions en matière de pratiques professionnelles et des technologies de la santé...

L'inspecteur général de la santé, le Pr Bilekot, s'est dit satisfait du travail abattu pour l'élaboration de ce manuel de procédure d'inspection des services médicaux et paramédicaux. Plusieurs partenaires, notamment l'Organisation mondiale de la santé, la Banque mondiale et le PDSSII ont mis la main à la pâte.

En rappel, l'inspection générale de la santé n'est pas à son premier travail du genre. Elle avait déjà élaboré les manuels de procédure d'inspection de la pharmacie, de la biologie médicale, du médicament et de l'hygiène.

Pour le directeur de cabinet de la ministre de la Santé et de la population, le programme de réformes lancé par le ministère de tutelle ne peut aboutir sans un système de contrôle adéquat.

Rominique Makaya

HINDA

Les femmes sensibilisées au cancer du sein

Une séance d'information sur la maladie a été organisée dans la localité à la faveur de la campagne mondiale dite «Octobre rose», le 27 octobre, par la direction départementale de la Santé du Kouilou.

«Octobre rose» est une campagne mondiale de communication destinée à sensibiliser au dépistage du cancer du sein féminin et à récolter des fonds pour la recherche. Pour ce faire, la direction départementale de la Santé du Kouilou a organisé des séances de sensibilisation au cancer du sein à l'intention des femmes de Hinda et du personnel soignant, en particulier des sages femmes évoluant dans les centres de santé de cette circonscription administrative. Une initiative qui a réjoui Elisabeth Mangoko, administrateur maire de la communauté urbaine de Hinda, qui a remercié, dans son mot d'usage, les organisateurs d'avoir choisi sa circonscription dans son mot d'usage.

L'organisation de cette activité est une directive du ministère de la Santé et de la population, a dit Chantal Pauline Portella, directrice départementale de la Santé du

Kouilou, avant d'expliquer les raisons qui ont motivé sa tenue et d'ajouter que le cancer du sein est un fléau qui sévit en Afrique ainsi que dans le monde, et son diagnostic peut se faire tous les mois par des gestes simples. Le Dr Hermione Sandrine Banouanina Diabeno, médecin chef du district sanitaire Hinda-Loango, a ainsi expliqué ces gestes simples qui sauvent en parlant des symptômes. Aussi, a-t-elle conseillé, de toute grosseur nouvelle au sein de l'aisselle, toute modification de la forme ou de la taille du sein, tout écoulement par le mamelon, tout changement notable de l'aspect de la peau du sein ou de l'aréole, crevasses, pigmentation doivent être signalés au médecin. Selon elle, les facteurs provoquant le cancer du sein peuvent être l'hérédité, le diabète de type 2, la contraception, l'abus d'alcool... Dans sa communication, le Dr Sandrine Banouanina a insisté sur le dépistage, conseillant les femmes de consulter un médecin ou un professionnel de santé quand un signe anormal est constaté au niveau du sein. Elle a, en outre, exhorté les femmes à ne pas abuser de l'alcool, de tabac, de la sexualité non protégée, l'utilisa-



Les femmes de Hinda et le personnel de la direction départementale de la santé au cours de leur marche/Adiac

tion des pesticides tels les antimoustiques, etc. La consommation des aliments sains et riches en légumes et fruits et la pratique régulière des activités physiques et sportives sont recommandées, a-t-elle renchéri. Après la sensibilisation, les femmes de Hinda, en compagnie du personnel de la

direction départementale de la Santé du Kouilou, ont organisé une marche sur une distance de près de 600 m, du jardin public au poste de sécurité public en aller-retour, prouvant qu'elles sont debout et mobilisées pour lutter contre le cancer du sein.

Hervé Brice Mampouya

OCCUPATION ANARCHIQUE

Les restaurants et débits de boissons de la plage sommés de déguerpir

Dans sa nouvelle politique littorale, le conseil départemental et municipal de Pointe-Noire entend aménager l'espace de la côte sauvage en zone de loisirs et d'attraction. Pour ce faire, le député-maire de la ville, Jean François Kando, a ordonné aux occupants illégaux de quitter les lieux.



Une vue de la côte sauvage à Pointe-Noire/Photo DR

La persistance des installations sans droit sur le littoral de Pointe-Noire est un phénomène qui prend de l'ampleur. Afin de protéger cet espace présentant un intérêt stratégique pour la ville océane, le député-maire Jean François Kando avait demandé aux responsables des restaurants et débits de boissons installés de façon illégale, le long de la côte sauvage, de quitter les lieux dans un délai de dix jours.

Condamnés à les démolir eux-mêmes, les propriétaires de ces restaurants et débits de boissons avaient accepté d'obtempérer. Et le week-end dernier, ils ont détruit leurs installations. « Nous avons procédé à un travail de pédagogie et un délai de dix jours a été accordé à tous ces occupants de quitter les lieux. Nous sommes revenus sur le terrain pour constater les faits. Et nous constatons avec bonheur que l'appel de monsieur le maire a été bien entendu et respecté », a dit Patrice Ngatali, directeur de cabinet du maire de Pointe-Noire.

En effet, dans sa nouvelle politique littorale, le conseil départemental et municipal entend aménager la plage de la côte sauvage en zone de loisirs et d'attraction en y construisant des infrastructures économiques de haut niveau avec une vue panoramique sur l'océan atlantique. Cette plage devra devenir un véritable lieu de détente, de jeux, de promenade et de rencontre où jeunes et adultes vont trouver des espaces ludiques modernes et adaptés. Étant donné que ce littoral sera modernisé, la municipalité accordera sans nul doute à certaines personnes l'autorisation d'exercer leurs activités tout en tenant compte des procédures et des conditions qui seront imposées. « Ailleurs bien sûr; le littoral est toujours occupé mais pourvu que cela soit fait avec la bénédiction de la mairie et suivant un plan moderne », a déclaré le directeur de cabinet du maire.

Hugues Prosper Mabonzo

DISTRICT DE HINDA

Un séminaire de renforcement des capacités des chefs de village, quartier et bloc

L'atelier, le deuxième du genre, se tient du 29 au 31 octobre, à l'initiative de la sous-préfecture, en vue de permettre aux participants d'accomplir sans trop de difficultés leurs missions quotidiennes.

Ouvrant le séminaire, le sous-préfet de Hinda, Edouard Dinga Oba, a rappelé qu'il y a près d'une année que se tenait la première édition. Cette deuxième, a-t-il dit, se donne une arme et une ambition, à savoir la promotion et la responsabilité d'un chef de village, de quartier, de bloc et des secrétaires.

Ces derniers, en effet, représentent la première chaîne de commandement de la territoriale. « Cette deuxième édition se fixe la même ambition, le même idéal et le même dessein. Ces retrouvailles permettront d'aider les participants dans l'accomplissement de leurs missions quotidiennes en vue de donner la valeur qu'il faut aux différentes fonctions des participants. Nous devons créer les initiatives locales en vue de surmonter nos difficultés. À ce titre, il faut savoir se débrouiller et savoir se lever par l'effort », a-t-il déclaré. Réagissant sur l'intérêt de cet atelier, Mme Malonga née Moutoula Antoinette et Ado Tati Jean Luc, respectivement chef du village Mboundou et chef de village Mbondi, ont expliqué que la formation occupe une place de choix dans

l'épanouissement d'un peuple. Ainsi, c'est certainement dans cette optique que le sous-préfet de Hinda a eu cette idée d'organiser les présentes assises. « En organisant ce séminaire de renforcement



Une vue des participants

des capacités managériales destiné aux responsables de village, de quartier, de bloc et aux secrétaires, le sous-préfet veut sans nul doute éclairer ces derniers afin qu'ils exercent leurs fonctions avec efficacité, conformément aux changements et aux nouvelles données administratives », ont-ils indiqué.

Les participants sont édifiés sur quelques notions, notamment « La relation entre la population et la police »; « Le rapport partenaires sociaux et les directeurs d'école »; « La surveillance intégrée des maladies et la riposte »; « Le comportement des chefs de village et des administrés »; « Les attributions d'un chef de village »; « L'évaluation de la précédente édition : cas de la lettre administrative ».

Séverin Ibara

MODE

La nouvelle collection de Patrick Nganga bientôt présentée au public

«Tradition et modernité», c'est ainsi que le créateur de mode congolais, basé en Côte-d'Ivoire et qui travaille sous le label Orven-Panfora, a intitulé sa nouvelle collection de cent pièces qui sera lancée au courant du mois de novembre, à Abidjan.

Comme son nom l'indique, la collection prêt-à-porter est un mélange du traditionnel et du moderne. Elle est constituée de tuniques, chemises, boubous mixtes ainsi que des robes faits avec du pagne et d'autres tissus (lin, organza, crêpe). Des vêtements made in Africa et de tous les jours qui allient élégance et simplicité, des aspects encouragés par Patrick Nganga qui entend pousser à la valorisation des créations locales. Élégance et simplicité caractérisent aussi ce styliste-modéliste autodidacte.

Dans cette collection, l'artiste a travaillé les tissus (lin, organza et crêpe) comme on travaille le boubou africain. Patrick Nganga a fait une combinaison du pagne avec ces tissus. Et contraire-



Des modèles de Patrick Nganga

ment à ce qu'il fait d'habitude, il propose aussi des chemises classiques sans pagne ni broderie et des robes et boubous pour femmes alors que d'habitude, ce sont les hommes qui trouvent leur compte dans ses créations. À la question de savoir pourquoi tradition et modernité, il a expliqué : « Nous avons voulu ajouter des tenues classiques avec des tissus venant d'ailleurs aux cotés de ce que nous faisons traditionnellement, c'est-à-dire le pagne mélangé, le pagne travaillé et brodé. Nous avons combiné les autres tissus avec le pagne qui symbolise l'Afrique, nos traditions et nos valeurs pour créer un mariage qui donne des résultats satisfaisants. J'espère que les gens seront satisfaits comme d'habitude ».

Patrick Nganga, également musicien, s'est découvert une passion pour la mode lors de sa formation en fabrication des colliers et djembés au collectif Melang'Art du Burkina Faso où il a été surnommé «le styliste». Il s'est perfec-

tionné chez Orémus Zango Afrika, habilleur et ancien sociétaire de Ciss Saint Moïse puis dans les ateliers Koffi à Abidjan. L'artiste travaille à son propre compte sous le label Orven-Panfora qu'il a lui-même monté en Côte d'Ivoire où il vit depuis plus de dix ans.

Ce qui caractérise le styliste-modéliste, outre son élégance et sa simplicité, c'est sa créativité, son originalité et son professionnalisme. Dans la plupart de ses créations, on retrouve des broderies bicéphales et des inclinaisons asymétriques devenues comme sa signature. Patrick Nganga habille aussi certaines célébrités comme l'ancien international et champion d'Afrique des nations de football, Abdoulaye Traoré, dit Beb Badi, et le groupe Magic système avec son leader ASalfo. En tant que musicien, il s'est produit au premier Carrefour international du gospel de Lomé qui s'est tenu du 26 au 28 octobre, au terrain du CEG Agoé-Koshigna sur le thème « Génération de Josaphat ».

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

COMMÉMORATION

Toussaint et fête des morts

Une confusion a toujours existé entre les deux événements. Le premier désigne la fête de tous les saints alors que le second est dédié à ceux qui nous ont quittés.



La façade d'une église

Les deux fêtes se suivent immédiatement, c'est-à-dire le 1er novembre pour la Toussaint et le 2 novembre pour la fête des morts. C'est ainsi l'Église honore tous les saints le premier jour de novembre. Mais la plupart des gens ne font pas la différence entre ces deux moments. Car, chaque 1er novembre, on constate que plusieurs personnes se rendent aux cimetières pour fleurir les tombes de leurs parents décédés. L'Église, quant à elle, fête de manière particulière les saints qui ont enrichi son histoire et son chemin sur la terre.

La Toussaint est liée historiquement à la dédicace de l'ancien temple romain du Panthéon par le pape Boniface IV au début du VIIe siècle. L'anniversaire de la dédicace du Panthéon, la fête de tous les saints, fut fixée d'abord au 13 mai puis, en 835, au 1er novembre. Et le sens de la commémoration des fidèles défunts prit peu à peu toute son ampleur. On note dès le début de l'histoire de l'Église des prières que font les premiers chrétiens,

à l'exemple des Juifs, pour les défunts. Mais c'est en 998 qu'Odilon, abbé de Cluny, institue le 2 novembre une journée consacrée à la commémoration de tous les fidèles trépassés. Le pape Léon IX (1049 à 1054) approuva cette décision et cette fête se diffusa peu à peu dans toute la chrétienté. Le sens profond de cette fête réside dans le lien entre les vivants et les morts dans la prière.

Pour l'Église, les défunts peuvent bénéficier de la prière des vivants afin de les aider à être pleinement en union avec Dieu. Toutefois, l'Église catholique professe la foi en l'immortalité de l'âme. La prière pour ceux qui ont quitté est ainsi marquée du sceau de l'espérance. Pour ainsi dire, il se trouve que la confusion naît du fait que le 1er novembre étant férié et le 2 novembre ne l'étant pas, les gens profitent du jour férié pour aller honorer leurs morts et fleurir les tombes tout en oubliant qu'il ne s'agit pas là de la fête des morts plutôt de tous les saints.

Faustin Akono

THÉÂTRE

« Et Dieu ne pesait pas lourd » sur les planches à Pointe-Noire

La pièce dans laquelle Anton raconte, joue, jubile, s'esquinte et s'abîme pour venir à bout de ses démons sera présentée, le 3 novembre, à partir de 19 h, dans la salle Tchicaya U'Tam'Si de l'Institut français du Congo.



Dieudonné Niangouna et Frédéric Fisbach/DR

Écrit par l'auteur congolais Dieudonné Niangouna, le monologue est mis en scène et interprété par Frédéric Fisbach. Il est à la fois un exutoire pour leur colère partagée contre le monde tel qu'il ne va pas et une adresse vertigineuse et poétique au monde contemporain, incarnée par la verve insolente et inépuisable de l'auteur et la performance engagée de l'acteur. La pièce, c'est l'histoire d'Anton qui a été emprisonné pendant vingt-trois ans. Il règle ses comptes avec l'époque, avec les autres, avec lui-même. Ne pas s'épargner, ne faire l'économie de rien, tout dire jusqu'à l'épuisement, voilà son credo ! Anton est au bord de tout, il a vécu loin de tout, sans amour, isolé.

Il a grandi à Grigny dans la fin des années 1960, à une époque où Dieu ne pesait pas lourd. Il a connu les ZEP, les bandes en bas

de l'immeuble, il devient comédien. Pas longtemps, à 27 ans, il part pour les États-Unis d'Amérique. Et là, tout le monde perd sa trace, il disparaît.

Pendant douze ans, il est prisonnier d'un groupe djihadiste en Afrique. Libéré, il est à nouveau emprisonné par un autre service secret. Anton parle de tout et à tous, il aimerait vivre enfin et qu'on lui foute la paix. Mais il est pris dans les rais de l'Histoire, comme le Prométhée de Heiner Müller sur son rocher, il insulte les dieux, crache son venin, fait l'intéressant... Un texte coup de poing, mis en scène et interprété par Frédéric Fisbach, on y retrouve la langue sidérante de Dieudonné Niangouna, une oralité unique qui fait de son œuvre une des plus puissantes dans le théâtre aujourd'hui.

Hugues Prosper Mabonzo

MÉMORIAL PIERRE-SAVORGNAN-DE BRAZZA

Le directeur général d'Eni Congo vante l'œuvre de l'explorateur

Marco Rotondi a salué l'immense travail de Pierre Savorgnan de Brazza, à l'issue de la visite qu'il a effectuée au mémorial, le 29 octobre, en présence de la directrice générale de ce haut lieu de culture, Bélinda Ayessa.

Le mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza ne cesse et ne cessera d'attirer les visiteurs qui veulent bien s'enquérir de l'histoire du Congo et de son explorateur. Le nouveau directeur général de la société pétrolière Eni Congo, Marco Rotondi, vient de confirmer cette assertion, en visitant cette institution historique.

L'histoire de l'explorateur franco-italien a été contée à Marco Rotondi par le guide du mémorial, Marcel Bouessé. Devoir de mémoire oblige, le directeur général de la société pétrolière Eni Congo et Bélinda Ayessa se sont inclinés devant la sépulture de Pierre Savorgnan de Brazza. Marco Rotondi a été séduit par l'imposante fresque

et bien d'autres objets d'art qui rappellent, à chaque visiteur de ce lieu, le vécu de Pierre Savorgnan de Brazza.

En effet, pour faire découvrir au directeur général de la société pétrolière Eni Congo l'immense œuvre de cet humaniste, Bélinda Ayessa lui a offert deux bandes dessinées respectivement titrées «Rapport de Brazza» et «Pierre Savorgnan de Brazza au pays de Makoko-roi des Batéké», du Pr



Bélinda Ayessa et Marco Rotondi

émérite Jean-Marie Mutamba Makombo. « Je suis content d'être ici au mémorial. J'apprécie la passion de madame

la directrice générale, Bélinda Ayessa, qui conserve ici au mémorial, la mémoire de ce grand homme, Pierre Sa-

« Je suis content d'être ici au mémorial. J'apprécie la passion de madame la directrice générale, Bélinda Ayessa, qui conserve ici au mémorial, la mémoire de ce grand homme, Pierre Savorgnan de Brazza. C'était un homme moderne »

vorgnan de Brazza. C'était un homme moderne », a déclaré le directeur général de la société pétrolière Eni Congo. Rappelons que le deuxième module du mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza est l'œuvre de la société pétrolière Eni Congo dont l'achèvement des travaux est prévu courant le deuxième trimestre 2019.

Bruno Okokana

CINÉMA

La série «Invisibles» diffusée en avant-première à Brazzaville

Canal plus international a récemment lancé, en avant-première à la préfecture de Brazzaville, la série du film sous le patronage de Benjamin Belle, directeur général de cette chaîne au Congo.

Meilleure fiction francophone étrangère du 20e festival de la fiction de la Rochelle, «Invisibles» a été projetée devant un public venu nombreux des quatre coins de la ville. La série est un thriller de société où des enfants délinquants s'organisent en bande ultraviolente pour survivre. Elle s'assimile au phénomène communément appelé au Congo «Bébés noirs», qui gagne depuis quelques années les villes africaines sur d'autres concepts. « Cette première soirée était pour présenter le film Invisible, une création purement africaine que nous

avons donc voulu mettre en avant-première. Nous l'avons présenté à nos partenaires et à nos abonnés sélectionnés dans nos boutiques, en avant première. Parce que la série va commencer le 29 octobre à partir de 20h », a indiqué Léger Ossombi Dira, chargé de la communication et marketing à Canal plus Congo.

Ce film dont la première diffusion est prévue sur les bouquets Canal plus sera ouvert aux téléspectateurs d'autres maisons de cinéma.

«Ils pourront tous suivre le premier épisode. Notre motivation première c'est de faire découvrir les talents africains et évidemment le groupe Canal+», a-t-il expliqué.

Réalisée et créée par Alex Ogo, acteur, scénariste, directeur de production et réalisateur ivoirien, la série «Invisibles» retrace

le parcours initiatique de Chaka et de sa grande sœur Hadjara qui, du jour au lendemain, décident de quitter leurs parents endettés.

La jeune fille trouve un travail mais Chaka, trop jeune pour travailler, se laisse initier par son ami Timo à rejoindre une bande où vandalisme et violence sont les maîtres mots de leur quotidien. Alors qu'Hadjara tente de sauver son frère de la délinquance, une lutte impitoyable est lancée contre Chaka et son chef de bande.

Captivante, émouvante et poignante, la série «Invisibles» met en perspective un phénomène social à échelle d'une jeunesse désorientée qui lutte pour une vie meilleure.

En diffusant ce film, les promoteurs de Canal plus Congo passent un message contre le phénomène qui plombe l'avenir des milliers de jeunes et qui prend des proportions inquiétantes dans des villes africaines et d'ailleurs. A travers cette série, il est question pour Canal+ Congo d'amener les parents à voir comment les enfants peuvent sombrer dans la délinquance à cause des difficultés de la vie, et comment peut-on les prévenir.

Co-produite par Canal+ international et produite par TSK Studios, la série est une production de grande envergure, ayant également bénéficié du soutien du Fonds image de la Francophonie et de l'accompagnement de l'Agence française de développement Medias.

Léger Ossombi Dira a saisi cette occasion pour demander aux parents de suivre cette série et de pouvoir se réabonner à Canal+ pour bénéficier de tous les épisodes.

Invisibles est ainsi la première série africaine francophone de 52 mn primée hors des frontières du continent. Elle devra permettre d'éduquer non seulement les enfants mais aussi ceux de leur entourage grâce aux conseils qu'ils auront tirés.

Quentin Loubou

«...Notre motivation première c'est de faire découvrir les talents africains et évidemment le groupe Canal+»,



Léger Ossombi Dira et des spectateurs dans la salle de cinéma de la préfecture de Brazzaville (DR)